

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	500 fr.	275 fr.
Etranger	600 fr.	325 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 20 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 25 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	20fr
Minimum	100fr
La page	1.000fr
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	100fr

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux inscriptions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1948

13 juillet — Décret n° 48-1124 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique . . . 353

19 novembre — Arrêté interministériel fixant les nouveaux traitements des fonctionnaires du corps des administrateurs de la France d'outre-mer . . . 356

1949

12 janvier — Décret n° 49.42 instituant une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre de la 2^e tranche du reclassement de la fonction publique . . . 355

17 mars — Arrêté ministériel portant création de commissions paritaires pour le dégagement des cadres des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine . . . 334

22 mars — Arrêté ministériel fixant la composition des commissions paritaires pour le dégagement des cadres des administrateurs des colonies et des administrateurs des Services Civils de l'Indochine . . . 335

25 mars — Loi n° 49.418 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance. (Arrêté de promulgation n° 334.49/Cab. du 25 avril 1949) . . . 336

25 mars — Décret n° 49.427 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 sur le statut définitif des déportés et internés de la

Résistance. (Arrêté de promulgation n° 334.49 Cab. du 25 avril 1949) . . . 338

11 avril — Décret n° 49.500 portant application pour les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 335.49 Cab. du 25 avril 1949). . . 343

11 avril — Décret n° 49.502 fixant les pouvoirs des directeurs de chemins de fer dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 343.49 Cab. du 25 avril 1949). . . 350

11 avril — Décret prorogeant les dispositions du décret n° 48.1514 du 28 septembre 1948 relatif au déclassement à bord des paquebots des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux et locaux. (Arrêté de promulgation n° 336.49 Cab. du 25 avril 1949) . . . 351

15 avril — Décret n° 49.528 étendant aux fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer, aux fonctionnaires relevant des ministères métropolitains et aux militaires à solde mensuelle des armées de terre, de mer et de l'air, en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A., le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation des deux premières tranches du reclassement de la fonction publique. (Arrêté de promulgation n° 337.49 Cab. du 25 avril 1949) . . . 351

15 avril — Décret n° 49.529 modifiant le régime des soldes du personnel des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 342.49 Cab. du 25 avril 1949). . . 357

- 15 avril — Décret n° 49.530 modifiant le régime des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils appartenant aux corps et services des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 338-49 Cab. du 25 avril 1949) 360

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1949

- 9 avril — N° 309.49 bis. AE. — Arrêté modifiant les valeurs mercantiles du coprah à l'exportation 361
- 16 avril — N° 318.49 APA. — Arrêté abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 217.49 APA. du 21 mars 1949 déclarant le canton de Gamé (Subdivision de Tsévié) contaminé de variole 362
- 16 avril — N° 319.49 APA. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 18/49 APA. du 12 avril 1949 de P.A.R.T. portant autorisation au Commissaire de la République de défendre les intérêts du Territoire devant le Conseil du contentieux administratif du Togo contre la requête déposée par Maîtres Viale et Liensol 362
- 16 avril — N° 320.49 IT. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 46.49 IT. du 13 janvier 1949 portant création d'un stage de perfectionnement professionnel 362
- 19 avril — N° 322.49 IT. — Arrêté rendant applicables au Togo deux avenants à la convention collective et à l'accord du 9 novembre 1946 relatifs aux employés et ouvriers africains du commerce, des entreprises privées, de l'industrie, banques, assurances et compagnies de navigation 363
- 19 avril — N° 324.49 APA. — Arrêté complétant l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo et instituant une prime de capture en cas d'évasion 363
- 19 avril — N° 325.49 APA. — Arrêté constituant un pécule au profit des détenus employés à des travaux intérieurs ou extérieurs 364
- 19 avril — N° 327.49 PTT. — Arrêté relatif au transport des dépêches postales par les navires libres français et étrangers dans les relations Côte occidentale — France 365
- 21 avril — N° 328.49 F. — Arrêté portant augmentation du montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole au cours de l'année 1949 365
- Rectificatif à l'arrêté n° 282.49 AE. du 29 mars 1949 fixant les valeurs mercantiles pour le calcul des droits ad valorem pendant le premier semestre 1949. 365
- Personnel 366
- Divers 370

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (contrôleurs des installations radioélectriques)	372
Avis de l'Office des Changes	372
Bulletin pluviométrique mensuel	378
Domaines.	379
Avis de perte	380

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Commissions paritaires

ARRETE ministériel du 17 mars 1949.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 47.1.680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat modifiée par la loi n° 48-1.227 du 22 juillet 1948 et les actes subséquents;

Vu le décret n° 45.801 du 23 avril 1945 relatif au statut des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine;

Vu le décret n° 48.202 du 30 décembre 1948 portant fixation des effectifs du corps des administrateurs coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au ministère de la France d'outre-mer deux commissions paritaires pour le dégagement du cadre des administrateurs des colonies et du cadre des administrateurs des services civils de l'Indochine.

Leurs votes auront lieu au scrutin secret.

ART. 2. — Chacune de ces commissions est composée comme suit :

1^o Six représentants de l'administration, savoir :

Le plus ancien directeur de l'administration centrale : président. — Suppléant : le directeur du personnel, président suppléant.

Le directeur du cabinet du ministre. — Suppléant : un membre du cabinet du ministre.

Le directeur du personnel. — Suppléant : le directeur adjoint du personnel ou à défaut le sous-directeur.

Un inspecteur général ou inspecteur des colonies. — Suppléant : un inspecteur général ou inspecteur des colonies.

Un gouverneur des colonies. — Suppléant : un gouverneur des colonies.

Un administrateur colonial de 1^{re} classe, qui assumera en même temps les fonctions de secrétaire de la commission. — Suppléant : un administrateur colonial de 1^{re} classe, qui assumera en même temps les fonctions de secrétaire suppléant de la commission;

2^o Six représentants titulaires du personnel, élus, savoir :

Deux représentants des administrateurs de 1^{re} classe.

Deux représentants des administrateurs de 2^e et 3^e classe.

Deux représentants des administrateurs adjoints et leurs suppléants élus.

ART. 3. — Au cas où un des représentants élus (titulaires ou suppléants) serait régulièrement appelé par le tour de départ à rejoindre un poste outre-mer, il serait automatiquement remplacé par l'administrateur du même groupe de grades ayant recueilli après lui le plus grand nombre de voix.

ART. 4. — Le directeur du personnel à l'administration centrale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mars 1949.
Paul COSTE-FLORET.

ARRETE ministériel du 22 mars 1949.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et les actes subséquents;

Vu le décret n° 45.801 du 23 avril 1945 relatif au statut des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine;

Vu l'arrêté du 17 mars 1949 portant création de commissions paritaires pour le dégagement des cadres des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine;

Vu le procès-verbal des élections aux commissions paritaires de dégagement des cadres des administrateurs coloniaux en date du 9 février 1949,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les commissions paritaires pour le dégagement des cadres des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine sont composées comme suit :

I. — CADRE DES ADMINISTRATEURS DES COLONIES

A. — Représentants de l'administration.

M. Peter, directeur des affaires économiques et du plan, président. — Suppléant : M. Lebègue, directeur du personnel, président suppléant.

M. Carcassonne, directeur du cabinet du ministre. — Suppléant : M. Vallery-Radot, chef adjoint du cabinet du ministre.

M. Lebègue, directeur du personnel. — Suppléant : M. Paoli, directeur adjoint du personnel ou, à défaut, M. Combes, sous-directeur.

M. Le Gregam, inspecteur général des colonies. — Suppléant : M. Cauët, inspecteur général des colonies.

M. Paoli, gouverneur des colonies. — Suppléant : M. Martine, gouverneur des colonies.

M. Legrand de Belleruche, administrateur de 1^{re} classe des colonies, qui assumera en même temps les fonctions de secrétaire de la commission. — Suppléant : M. Babin, administrateur de 1^{re} classe des colonies, qui assumera en même temps les fonctions de secrétaire suppléant de la commission.

B. — Représentants élus du personnel.

Administrateurs de 1^{re} classe

MM. Hanin (Charles), et Berlan (Denis). — Suppléants : MM. Camouilly (Léopold), et Raynier (Pierre).

Administrateurs de 2^e et 3^e classe.

MM. Morizet (Henri), et Rives (François). — Suppléants : MM. Le Garrères (Roger) et de Lapasse (Théodore).

Administrateurs adjoints.

M.M. Giacobetti (Jacques) et Rivaille (Jacques). — Suppléants : MM. Larche (Jacques), Lallement (Jacques).

II. — CADRE DES ADMINISTRATEURS DES SERVICES CIVILS DE L'INDOCHINE.

A. — Représentants de l'administration.

M. Peter, directeur des affaires économiques et du plan, président. — Suppléant : M. Lebègue, directeur du personnel, président suppléant.

M. Carcassonne, directeur du cabinet du ministre. — Suppléant : M. Vallery-Radot, chef adjoint du cabinet du ministre.

M. Lebègue, directeur du personnel. — Suppléant : M. Paoli, directeur adjoint du personnel ou, à défaut, M. Combes, sous-directeur.

M. Le Gregam, inspecteur général des colonies. — Suppléant : M. Cauët, inspecteur général des colonies.

M. Paoli, gouverneur des colonies. — Suppléant : M. Martine, gouverneur des colonies.

M. Legrand de Belleruche, administrateur de 1^{re} classe des colonies, qui assumera en même temps les fonctions de secrétaire de la commission. — Suppléant : M. Nicolas (Louis), administrateur de 1^{re} classe des services civils de l'Indochine, qui assumera en même temps les fonctions de secrétaire suppléant de la commission.

B. — Représentants élus du personnel.

Administrateurs de 1^{re} classe

MM. Morizon (René) et Ponge (Jack). — Suppléants : MM. Dubois (Albert) et Kresser (Pierre).

Administrateurs de 2^e et 3^e classe.

MM. Hérisson (Claude) et Remonville (Robert). — Suppléants : MM. Ropion (Robert) et Wintrebret (Michel).

Administrateurs adjoints

MM. Chavignac (Pierre) et Harbois (Jules). — Suppléants : MM. Goarin (Jean) et Bardet (Jean).

ART. 2. — Les commissions se réuniront sur la convocation de leur président.

ART. 3. — Le directeur du personnel à l'administration centrale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1949.
Paul COSTE-FLORET.

Combattants volontaires de la Résistance**ARRETE** N° 334-49/Cab. du 25 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, promulguée au Togo le 21 septembre 1948;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance;

2^o — le décret n° 49-427 du 25 mars 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 susvisée;

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1949.

J. H. CÉDILE.

LOI n° 49-418 du 25 mars 1949.

L'Assemblée nationale et le conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme combattants volontaires de la Résistance les membres de la Résistance répondant aux conditions fixées à l'article 2 ci-après.

Les combattants volontaires de la Résistance auront droit, même à titre posthume, à la délivrance d'une carte spéciale et à une médaille commémorative, suivant les modalités fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 15 de la présente loi.

ART. 2. — I. — La qualité de combattant volontaire de la Résistance est susceptible d'être reconnue à toute personne qui :

1^o A appartenu, pendant trois mois au moins, avant le 6 juin 1944, dans une zone occupée par l'ennemi :

a) Soit aux Forces françaises de l'intérieur;

b) Soit à une organisation homologuée des Forces françaises combattantes;

c) Soit à une organisation de Résistance homologuée par le Ministre compétent, sur proposition de la Commission nationale de la Résistance intérieure française, homologation publiée au *Journal officiel*;

2^o A été ou sera, en outre, régulièrement homologuée.

II. — Les conditions ci-dessus ne sont toutefois pas imposées :

1^o Aux membres de la Résistance et aux personnes qui, pour actes qualifiés de Résistance, auront été exécutés, tués ou blessés dans des conditions ouvrant droit à une pension militaire, d'invalidité ou de décès ou qui remplissent les conditions prévues par la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance.

2^o Aux membres de la Résistance qui, avant le 6 juin 1944, s'étant mis à la disposition d'une formation à laquelle a été reconnue la qualité d'unité combattante, ont effectivement combattu pendant trois mois.

En outre, à titre exceptionnel, la qualité de combattant volontaire de la Résistance peut être reconnue, sur avis favorable de la commission nationale visée à l'article 4 et dans des conditions qui seront fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 15, aux personnes qui, bien que n'ayant pas appartenu aux organisations ci-dessus, apportent la preuve qu'elles ont accompli habituellement des actes caractérisés de résistance pendant trois mois au moins avant le 6 juin 1944.

ART. 3. — Le titre de combattant volontaire est attribué par le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, sur demande formulée dans le délai d'un an, suivant la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 15 ci-après.

En cas de décès, la demande sera présentée dans le même délai par les ayants cause.

ART. 4. — Les demandes sont soumises pour avis à la commission départementale et, en cas de contestation, à la commission nationale.

Ces commissions, dont la composition, l'organisation et le fonctionnement seront fixés par le règlement d'administration publique prévu à l'article 15, devront comprendre plus de 50 % de représentants des F.F.I., F.F.C. et R.I.F.

ART. 5. — La commission nationale et les commissions départementales fonctionneront sous le contrôle du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 6. — Les pensions de combattants volontaires de la Résistance bénéficiaires de l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 pourront, par dérogation à l'article 11 de cette ordonnance, être liquidées sur la base d'un grade (d'assimilation attribué par l'autorité militaire, après avis de la commission départementale et sur proposition de la commission nationale, compte tenu des fonctions effectivement exercées et des services rendus au cours de la lutte clandestine, dans le cadre des mouvements ou des unités organiques de la Résistance.

ART. 7. — Le régime des prêts institués par les ordonnances n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 45-2468 du 20 octobre 1945 et n° 45-2695 du 2 novembre 1945 est étendu aux bénéficiaires de la présente loi.

ART. 8. — Les demandes de prêts formulées en application de l'article précédent seront déposées dans un délai de six mois suivant la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 15 ci-après; toutefois, les délais fixés pour le dépôt des demandes de prêts relatifs au titre III de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sont portés à 18 mois.

Les combattants volontaires de la Résistance seront assimilés aux anciens prisonniers de guerre et aux anciens déportés, en ce qui concerne l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée.

ART. 9. — Les bénéficiaires de la présente loi ont droit, sauf en ce qui concerne les secours qui feraient ultérieurement l'objet de dispositions spéciales, à tous les avantages d'ordre social mis à la disposition des ressortissants combattants, prisonniers ou déportés, par l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 10. — Les dossiers de pension, déposés par les combattants volontaires de la Résistance en application des dispositions dont bénéficie la catégorie à laquelle ils appartiennent, seront soumis à l'examen des commissions de réforme dans lesquelles les officiers de corps de troupe seront remplacés par un combattant volontaire de la Résistance appartenant suivant le cas, aux formations F.F.I., F.F.C. ou R.I.F. Il sera désigné par les commissions départementales prévues à l'article 4 et, après dissolution de ces commissions, par les représentants de ces catégories au sein du conseil d'administration de l'Office départemental des Anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 11. — L'article 81 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 81. — Dans tous les cas où le tribunal départemental des pensions doit connaître d'une contestation relative à l'application de la législation des pensions militaires d'invalidité :

« a) Soit à un combattant volontaire de la Résistance;

« b) Soit à un membre des Forces françaises de l'intérieur ou des Forces françaises combattantes;

« c) Soit à un membre de la Résistance, le membre pensionné prévu à l'article 80 (§ 3) est remplacé :

« a) Soit par un combattant volontaire de la Résistance, appartenant aux formations F.F.I., F.F.C. ou R.I.F., tiré au sort en même temps qu'un membre suppléant, sur une liste de vingt noms présentée par la commission départementale prévue à l'article 4 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 et agréée par le tribunal des pensions. Après dissolution de la commission départementale, la liste sera présentée par les représentants des catégories intéressées au sein du conseil d'administration de l'Office national;

« b) Soit par un pensionné des Forces françaises de l'intérieur ou des Forces françaises combattantes ou, à défaut, par un membre non pensionné desdites forces,

tiré au sort en même temps qu'un membre suppléant, sur une liste de vingt noms présentée par l'autorité militaire et agréée par le tribunal des pensions;

« c) Soit par un membre de la Résistance, pensionné ou, à défaut, non pensionné, tiré au sort en même temps qu'un membre suppléant, sur une liste de vingt noms présentée par les représentants de la catégorie intéressée à l'Office départemental des Anciens combattants et victimes de la guerre et agréée par le tribunal des pensions. »

ART. 12. — Ne peuvent bénéficier des avantages du présent statut toutes personnes condamnées en application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, instituant une Haute Cour de Justice, de l'ordonnance du 28 novembre 1944, relative à la répression des faits de collaboration et des textes subséquents, de l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale ou du Code de Justice militaire et non amnistiées.

ART. 13. — Un décret portant règlement d'administration publique fixera les conditions d'application de la présente loi aux membres des F.F.I. et aux membres de la Résistance ayant servi dans les territoires d'Outre-Mer ou ayant résisté dans les camps de prisonniers ou en territoires étrangers occupés par l'ennemi.

ART. 14. — Le contingent de Légions d'honneur et de médailles militaires accordé annuellement au Ministre de la Défense nationale sera augmenté en vue de comprendre, obligatoirement, les combattants volontaires de la Résistance.

ART. 15. — Un règlement d'administration publique pris sur la proposition du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Finances et des Affaires économiques déterminera, dans un délai de trois mois, les modalités d'application de la présente loi.

ART. 16. — Les lois n° 46-1056 du 15 mai 1946 et n° 48-1181 du 22 juillet 1948 sont abrogées.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 mars 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Henri QUEUILLE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Robert LECOURT.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*

MAURICE-PETSCHÉ.

Le ministre de la défense nationale,
Paul RAMADIER.

*Le ministre de l'agriculture,
ministre de la France d'outre-mer par intérim,*
Pierre PFLIMLIN.

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*
Pierre SCHNEITER.

DECRET n° 49-427 du 25 mars 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre, du Ministre des Finances et des affaires économiques, du Ministre de la France d'Outre-mer, du Ministre de la défense nationale,

Vu la loi n° 48.1251 du 6 août 1948, établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, notamment l'article 17 aux termes duquel « un décret portant règlement d'administration publique, pris sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, du Ministre de la France d'Outre-mer et du Ministre des Forces armées, fixera, dans un délai maximum de deux mois, les modalités d'application de la présente loi »;

Vu l'ordonnance n° 45.321 du 3 mars 1945, portant application aux membres des forces françaises de l'intérieur des pensions militaires fondées sur le décès ou l'invalidité;

Vu l'ordonnance n° 45.322 du 3 mars 1945, portant application aux membres de la Résistance des pensions militaires fondées sur le décès ou l'invalidité;

Vu le décret n° 47.2084 du 20 octobre 1947, portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité et les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue;

Vu le décret n° 48.162 du 28 janvier 1948, relatif à l'organisation des services extérieurs du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

DES PERSONNES POUVANT OBTENIR LE TITRE DE DÉPORTÉ RÉSISTANT OU LE TITRE D'INTERNÉ RÉSISTANT

ARTICLE PREMIER. — Le titre de déporté résistant ou d'interné résistant est attribué, dans les conditions fixées au présent décret, aux personnes qui, ayant été arrêtées, ont ensuite fait l'objet d'une exécution, d'une déportation, d'un internement, à la condition expresse que la cause déterminante de l'exécution, de la déportation ou de l'internement soit un des actes qualifiés de résistance à l'ennemi définis à l'article 2 ci-après.

ART. 2. — Pour l'application des articles 2 à 5 inclus de la loi du 6 août 1948, sont considérés comme actes qualifiés de résistance à l'ennemi à condition qu'ils aient été accomplis à dater du 10 juin 1940, les faits ou actes ci-après :

1° Le fait d'appartenir à l'un des réseaux, formations ou mouvements reconnus par l'autorité militaire :

Soit au titre des Forces françaises combattantes (F.F.C.), en application du décret n° 366 du 25 juillet 1942;

Soit au titre des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.), en application du décret du 20 septembre 1944;

Soit au titre de la Résistance intérieure française (R.I.F.), en application du décret n° 47-1956 du 9 septembre 1947;

2° Tout acte caractérisé d'action contre l'ennemi accompli en service commandé par les membres des réseaux, formations ou mouvements visés ci-dessus;

3° Tout acte d'aide volontaire apportée soit à un réseau, une formation ou un mouvement reconnu

comme dit ci-dessus au titre des F.F.C., des F.F.I. ou de la R.I.F., soit même individuellement à un membre desdits groupements;

4° Tout acte, même isolé, d'action contre l'ennemi et qui consiste en :

a) La rédaction, l'impression, le transport ou la distribution de tracts ou journaux clandestins établis par une organisation reconnue comme dit au 1^{er} ci-dessus;

b) La fabrication, non rétribuée, de pièces d'identité pour des membres de la Résistance au sens de l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945;

c) La fabrication et le transport de matériel radio en vue des émissions et réceptions de postes clandestins destinés à la Résistance ainsi que l'utilisation de ce matériel;

d) La fourniture volontaire et gratuite d'un local pour une réunion d'un groupe clandestin;

e) L'hébergement gratuit de résistants traqués ou blessés, de militaires français ou alliés évadés ou de parachutistes des armées alliées;

f) Le passage, à titre gratuit, de résistants ou de militaires hors du territoire occupé vers la France libre, les pays alliés ou non-belligérants;

g) La destruction ou le sabotage de voies ou moyens de communication, d'entreprises ou de matériels concourant à l'effort de guerre de l'ennemi;

h) Les actions offensives ou défensives dirigées soit contre les forces militaires de l'ennemi, soit contre les autorités ou organismes militaires ou policiers placés sous son contrôle ou les individus collaborant avec lui;

i) La tentative de quitter un territoire occupé par l'ennemi ou placé sous le contrôle de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, ou le passage dans un pays non-belligérant, pour rejoindre soit les forces françaises libres, soit, à partir du 8 novembre 1942, les forces stationnées en Afrique du Nord ou Afrique occidentale française et, ultérieurement, les forces relevant du Comité français de la libération nationale puis du Gouvernement provisoire de la République française.

Dans ce cas, l'intéressé devra établir qu'il se trouvait, avant sa tentative de départ, dans les conditions définies par l'article 2 du décret n° 46-1844 du 19 août 1946, pour être incorporé dans lesdites forces, ou qu'il appartenait à l'un des réseaux, formations ou mouvements reconnus au titre des F.F.C., des F.F.I. ou de la R.I.F.;

5° Les actes qui, accomplis par toute personne s'associant à la Résistance, ont été, par leur importance ou leur répercussion, de nature à porter une sérieuse atteinte au potentiel de guerre de l'ennemi et avaient cet objet pour mobile.

ART. 3. — Pour l'attribution au titre de déporté résistant, la liste des prisons et des camps de concentration situés, d'une part, dans les territoires exclusivement administrés par l'ennemi, à l'exception de l'Indochine et, d'autre part, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, sera

fixée par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, pris sur l'avis de la commission nationale prévue à l'article 12.

Si la déportation a eu lieu dans un camp ou une prison ne figurant pas sur ladite liste, le titre de déporté résistant ne peut être attribué qu'après avis de la commission nationale susvisée. Cet avis n'est, toutefois, pas exigé s'il s'agit de personnes décédées au cours de leur transfert par l'ennemi vers ces camps ou prisons.

ART. 4. — Les prisonniers de guerre et les travailleurs en Allemagne non volontaires, qui ont été transférés par l'ennemi dans l'un des camps ou prisons énumérés dans l'arrêté prévu à l'article 3, pour acte qualifié de résistance à l'ennemi, peuvent, après avis de la commission nationale visée à l'article 12, obtenir le titre de déporté résistant si, en plus des conditions ci-dessus prévues pour l'attribution de ce titre, ils justifient avoir subi leur détention jusqu'à la libération du camp ou de la prison où s'être évadés auparavant. Cette justification n'est pas exigée de ceux dont la libération anticipée résulte d'une mesure collective intervenue à la suite de négociations menées par l'intermédiaire de puissances neutres ou du comité international de la Croix-Rouge.

ART. 5. — Les travailleurs en Allemagne qui, partis volontairement, ont été transférés par l'ennemi dans l'un des camps ou prisons énumérés dans l'arrêté prévu à l'article 3, pour acte qualifié de résistance à l'ennemi, peuvent exceptionnellement obtenir le titre de déporté résistant, après avis de la commission nationale, s'ils remplissent les conditions fixées à l'article précédent.

ART. 6. — Le titre d'interné résistant ne peut être attribué qu'aux personnes qui, remplissant les conditions prévues aux articles 1^{er} et 2, ont :

Soit été arrêtées puis exécutées par l'ennemi ou à son instigation immédiatement ou au cours de leur internement;

Soit subi une détention d'une durée d'au moins trois mois, consécutifs ou non;

Soit subi une détention de moins de trois mois, si elles se sont évadées ou si elles ont été atteintes d'une maladie ou d'une infirmité imputable à leur internement et susceptible de leur ouvrir droit à pension.

ART. 7. — Les personnes arrêtées par les Japonais, qui ont été incarcérées ou internées dans les prisons ou camps de concentration dont la liste sera établie par arrêté conjoint du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre et du Ministre de la France d'Outre-Mer, après avis de la commission nationale prévue à l'article 12, peuvent prétendre, selon la distinction établie entre les divers camps de concentration et prisons par l'arrêté susvisé et dans les conditions fixées aux articles 1^{er}, 2, 6 et 9 du présent décret :

Soit au titre de déporté résistant;

Soit au titre d'interné résistant,

lorsque l'arrestation, l'internement ou la déportation ont eu lieu entre le 9 mars 1945 et la date de la libération effective des camps ou prisons.

Il en est de même des personnes arrêtées avant le 9 mars 1945 et dont l'internement ou la déportation ont été maintenus par les Japonais.

Les personnes qui, pour acte qualifié de résistance à l'ennemi ont subi en Indochine une mesure administrative ou judiciaire privative de liberté, prise par l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, peuvent obtenir le titre d'interné résistant, après avis de la commission nationale.

Les prisonniers de guerre qui, justifiant des conditions fixées à l'article 4, ont été transférés dans un camp ou une prison considérés comme lieu de déportation par l'arrêté prévu au premier alinéa du présent article, peuvent prétendre au titre de déporté résistant.

ART. 8. — Les dispositions des articles 1^{er}, 2, 6 et 9 sont applicables aux personnes arrêtées, puis déportées ou internées par l'ennemi au cours de la guerre 1914-1918.

Il devra être établi que les intéressés ont été déportés ou internés pour acte qualifié de résistance à l'ennemi, dans les camps ou prisons dont la liste sera fixée par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, après avis de la commission nationale, constituée dans les conditions prévues à l'article 12.

ART. 9. — Le titre de déporté résistant ou d'interné résistant ne peut être attribué qu'après avis de la commission nationale, aux personnes, qui bien qu'arrêtées pour acte qualifié de résistance à l'ennemi, ont été remises en liberté antérieurement à la libération du camp ou de la prison, ou en ce qui concerne les internés, après l'expiration de leur peine.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne sont pas applicables aux personnes qui se sont évadées ou ont été l'objet d'une mesure collective de libération anticipée intervenue à la suite de négociations menées par l'intermédiaire de puissances neutres ou du comité international de la Croix-Rouge.

ART. 10. — Ne peuvent obtenir le titre de déporté ou interné résistant les personnes visées à l'article 16 de la loi du 6 août 1948.

Les ayants cause de déportés ou internés résistants tombant également sous le coup des dispositions dudit article ne peuvent bénéficier des avantages susceptibles de leur être transmis par leurs auteurs.

Lorsque dans le délai de trois mois, à compter de la publication du présent décret, les représentants, au sein du conseil d'administration de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre, des associations nationales auxquelles sont susceptibles de ressortir les déportés et internés résistants auront communiqué au Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre des renseignements tels qu'ils permettent de mettre en jeu les dispositions de l'article 16 précité, cette communication emportera effet suspensif, quant à l'attribution du titre de dé-

porté ou d'interné résistant, jusqu'à ce que le cas des personnes intéressées ait pu être examiné par la commission nationale.

TITRE II

DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DU TITRE DE DÉPORTÉ RÉSISTANT OU DU TITRE D'INTERNÉ RÉSISTANT

ART. 11. — Le titre de déporté résistant ou le titre d'interné résistant est attribué, par décision du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, aux personnes qui remplissent les conditions fixées par la loi du 6 août 1948 et par le présent décret.

Le Ministre est assisté à cet effet d'une commission nationale et de commissions départementales ou d'Outre-Mer dont la composition est fixée ci-après. Il délivre aux bénéficiaires ou à défaut à leurs ayants cause une carte spéciale dont il fixe les caractéristiques par arrêté.

ART. 12. — Il est institué une commission nationale des déportés et internés résistants, qui comprend :

Deux représentants du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, à savoir : le Directeur du Contentieux, de l'Etat civil et des recherches, ou son représentant; le Directeur des Pensions et des Services Médicaux, ou son représentant;

Le Directeur de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre, ou son représentant;

Un représentant du Ministre de la Défense nationale;

Un représentant du Ministre des Finances ou des Affaires économiques;

Deux déportés ou internés résistants représentant les Forces françaises combattantes (F.F.C.);

Deux déportés ou internés résistants représentant les Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.);

Deux déportés ou internés résistants représentant la Résistance intérieure française (R.I.F.).

Les représentants des F.F.C., des F.F.I. et de la R.I.F., dont trois au moins doivent être déportés résistants, sont désignés par arrêté du ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre et du Ministre de la Défense nationale, sur proposition des commissions nationales intéressées.

Lorsque la commission nationale examine le cas des personnes ayant eu une activité dans la résistance extra-métropolitaine et exécutées, internées ou déportées pour ce motif, elle comprend en outre :

Un représentant soit du Ministre de la France d'Outre-Mer, soit du Ministre des Affaires étrangères;

Un représentant de la Résistance extra-métropolitaine, soit de l'Indochine, soit de la Tunisie.

Ce représentant est désigné par arrêté conjoint du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre et soit du Ministre de la France d'Outre-Mer, soit du Ministre des Affaires étrangères.

En cas de partage des voix, celle du président de la commission nationale est prépondérante.

Un chef de bureau de la Direction du Contentieux, de l'Etat civil et des recherches du Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre remplit les fonctions de rapporteur et de secrétaire de la commission nationale.

La commission nationale ne peut valablement examiner le cas d'un déporté ou d'un interné que si deux représentants au moins de la catégorie considérée sont présents.

ART. 13. — Lorsque la commission nationale examine le cas des déportés et internés résistants de la guerre 1914-1918, elle est constituée conformément aux dispositions de l'article précédent, mais ne comprend que deux déportés ou internés résistants appartenant aux F.F.C., aux F.F.I. ou à la R.I.F., les quatre autres étant remplacés par quatre représentants des internés et déportés résistants de la guerre 1914-1918 désignés par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 14. — Il est institué dans chaque département une commission départementale des déportés et internés résistants, qui comprend : le Préfet ou son représentant, président;

Le délégué principal des Anciens combattants et victimes de la guerre, territorialement compétent, ou son représentant;

Le Secrétaire général de l'Office départemental des Anciens combattants et victimes de la guerre, ou son représentant;

Le Trésorier-Payeur général, ou son représentant;

Le Général, commandant la région, ou son délégué;

Deux déportés ou internés résistants représentant les F.F.C.;

Deux déportés ou internés résistants représentant les F.F.I.;

Deux déportés ou internés résistants représentant les R.I.F.;

Les représentants des F.F.C., des F.F.I. et de la R.I.F., dont trois au moins doivent être déportés résistants, sont nommés par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, sur proposition de l'autorité militaire et avis du Préfet.

Dans les départements ayant été partiellement ou totalement envahis au cours de la guerre 1914-1918, la commission départementale est habilitée à examiner le cas des déportés et internés résistants de ladite guerre. A cet effet, elle ne comprend que deux déportés et internés résistants appartenant aux F.F.C., aux F.F.I. ou à la R.I.F., les quatre autres étant remplacés par quatre représentants des déportés et internés résistants de la guerre 1914-1918 désignés par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

En cas de partage des voix, celle du Président de la commission départementale est prépondérante.

La commission départementale ne peut valablement examiner le cas d'un déporté ou d'un interné que si deux représentants au moins de la catégorie considérée sont présents.

ART. 15. — Il est institué, d'une part en Indochine, et d'autre part en Tunisie, une commission d'Outre-Mer des déportés et internés résistants dont les membres sont nommés par arrêté interministériel, sur proposition du représentant du Gouvernement français dans le territoire considéré et qui comprend :

Un représentant du Gouvernement français, président;

Un représentant du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre;

Trois représentants des réseaux, formations ou mouvements de Résistance reconnus au titre des F.F.C. et ayant exercé leur activité dans le territoire considéré.

ART. 16. — La commission nationale, les commissions départementales et les commissions d'Outre-Mer se réunissent sur convocation de leur président. Celui-ci fixe l'ordre du jour des séances.

ART. 17. — Toute personne qui veut faire valoir ses droits au titre de déporté ou d'interné résistant doit adresser sa demande :

1^o Si elle réside en France, au délégué principal des anciens combattants et victimes de la guerre dans la circonscription duquel se trouve cette résidence;

2^o Si elle réside dans les territoires d'Outre-Mer, au délégué principal des Anciens combattants et victimes de la guerre du département de la Seine;

3^o Si elle réside à l'étranger, au Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre par l'intermédiaire du consulat dont elle relève.

Toutefois, les demandes concernant les personnes arrêtées ou exécutées par l'ennemi en Tunisie ou en Indochine doivent être adressées au Président de la Commission d'Outre-Mer compétente.

ART. 18. — Toute personne arrêtée par l'ennemi au cours de la guerre 1914-1918 qui veut faire valoir ses droits au titre de déporté ou d'interné résistant doit adresser sa demande au délégué principal du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre dans la circonscription duquel l'arrestation a eu lieu.

En cas d'arrestation hors du territoire français, la demande doit être adressée directement au Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 19. — Lorsque le déporté ou l'interné est décédé ou disparu, la demande peut être présentée conformément aux dispositions des articles 17 et 18, par le conjoint survivant. A défaut de conjoint survivant ou en cas d'abstention de sa part pendant une période d'un an, à compter de la publication du présent décret, la demande peut être présentée par un descendant ou un ascendant suivant l'ordre successoral.

ART. 20. — Les demandes d'attribution du titre de déporté ou d'interné résistant doivent être accompagnées de pièces établissant :

1^o La matérialité et la durée de la déportation ou de l'internement, qui peuvent être attestées par les personnes ayant été par leur situation ou leurs fonctions à même de connaître les faits.

La matérialité et la durée de la déportation ou de l'internement sont présumées établies au vu du certificat modèle A, délivré antérieurement à la publication du présent décret par le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre aux personnes déportées ou internées par l'ennemi ou du certi-

ficat, modèle M, délivré dans les mêmes conditions aux ayants cause des déportés décédés ou disparus;

2^o La matérialité de l'un des actes qualifiés de Résistance définis à l'article 2, ayant été la cause de la déportation ou de l'internement et qui peuvent être prouvés :

a) Dans les cas visés au 1^o de l'article 2, par l'attestation d'appartenance délivrée par l'autorité militaire compétente;

b) Dans les cas visés au 2^o de l'article 2, par une attestation circonstanciée émanant du liquidateur responsable du réseau, de la formation ou du mouvement reconnu au titre des F.F.C., des F.F.I. ou de la R.I.F.;

c) Dans les autres cas visés à l'article 2 :

Soit par au moins deux témoignages circonstanciés établis par des personnes notoirement connues pour leur activité dans la résistance contre l'ennemi, et appartenant aux F.F.C., F.F.I. ou à la R.I.F.;

Soit par les témoignages circonstanciés établis par les personnes ayant assisté à l'acte de résistance accompli isolément ou ayant participé à l'acte de résistance qui a motivé l'arrestation. L'honorabilité de ces personnes doit être certifiée :

Sur le territoire de l'Union française, par le Commissaire de police, ou le Maire, ou le représentant local de l'autorité française;

A l'étranger, par l'autorité consulaire française la plus proche.

Ces attestations et témoignages doivent être certifiés sur l'honneur. Le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre peut, en outre, faire procéder à des enquêtes par les commissaires de police ou, à défaut, par la gendarmerie et, à l'étranger, par les autorités consulaires françaises;

d) Dans tous les cas visés à l'article 2 par la concession d'une pension au titre de l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 et conformément au décret n° 46.1844 du 19 août 1946, portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance;

3^o L'existence du lien de cause à effet entre l'acte qualifié de résistance visé au 2^o du présent article et la déportation ou l'internement et qui peut être prouvée comme il est dit au b et au c du 2^o ci-dessus.

L'existence du lien de cause à effet entre l'acte qualifié de résistance et la déportation ou l'internement est présumée établie pour les actes définis à l'article 2, 2^o et 5^o inclus, si l'arrestation immédiatement suivie d'internement ou de déportation a lieu lors de l'accomplissement de l'un de ces actes.

ART. 21. — Le délégué principal recueille l'avis de la commission départementale des déportés et internés résistants avant de transmettre, accompagnée d'une proposition d'attribution ou de refus du titre de déporté ou d'interné résistant, la demande au Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 22. — Les demandes concernant les personnes arrêtées ou exécutées par l'ennemi en Tunisie et en Indochine sont instruites dans les conditions prévues à l'article ci-dessus par le représentant du Ministre

des Anciens combattants et victimes de la guerre, qui recueille l'avis de la commission d'Outre-Mer compétente.

ART. 23. — Le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre saisi dans les conditions prévues aux articles précédents d'une proposition d'attribution ou de refus du titre de déporté ou d'interné résistant peut, avant décision, soumettre la demande à l'avis de la commission nationale des déportés et internés résistants. Outre les cas prévus aux articles 3 à 10 inclus, cet avis est obligatoire dans les cas visés au 5^o de l'article 2. Il est également obligatoire en cas de rejet de la demande ou de décision non conforme à l'avis de la commission départementale ou de la commission d'Outre-Mer.

TITRE III

DES DROITS DES DÉPORTÉS ET INTERNÉS RÉSISTANTS

ART. 24. — Les déportés résistants, titulaires de la carte du combattant et pensionnés pour des infirmités contractées au cours de la déportation, peuvent prétendre au bénéfice, d'une part, des dispositions de l'article 36 du Code des pensions et, d'autre part, des dispositions des articles 37 à 40 du même code, que les infirmités invoquées proviennent de blessures ou de maladie et qu'elles aient ouvert droit à pension par preuve ou par présomption.

Sont admis également à se prévaloir de ces dispositions les internés résistants, titulaires de la carte du combattant pensionnés pour blessures reçues du fait de leur détention.

ART. 25. — Les internés résistants, titulaires de la carte du combattant et pensionnés par suite de maladie contractée du fait de leur détention, peuvent prétendre au bénéfice des dispositions des articles 37 à 40 du Code des pensions, lorsque ces maladies auront occasionné soit l'une des infirmités nommément désignées au paragraphe a) de l'article 37 du Code des pensions, soit une ou plusieurs infirmités remplissant les conditions de gravité exigées au paragraphe d) du même article.

ART. 26. — La forclusion prévue par les dispositions du décret n° 48-1159 du 19 juillet 1948 n'est pas opposable aux demandes d'attribution de grades d'assimilation aux membres des unités, réseaux ou formations reconnus au titre des F.F.C., des F.F.I. ou de la R.I.F., lorsque ces demandes concernent des personnes auxquelles le titre de déporté ou d'interné résistant a été attribué en application de la loi susvisée du 6 août 1948 et des dispositions du présent décret.

ART. 27. — Toute demande d'attribution d'un grade d'assimilation, à l'appui de laquelle l'intéressé doit fournir tous les éléments permettant de fixer la durée et la nature des services de résistance, doit être jointe à la demande d'attribution du titre de déporté ou d'interné résistant. Le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre la transmet au Ministre de la Défense nationale accompagnée d'une notification de la décision prise quant au titre demandé.

La demande d'attribution d'un grade d'assimilation ne peut être prise en considération que pour les déportés et internés résistants qui n'ont pas fait l'objet d'une homologation, par application de la réglementation visée à l'article 7 de la loi du 6 août 1948, au titre des F.F.C., des F.F.I. ou de la R.I.F.

ART. 28. — Les différentes allocations de soldes ou accessoires de soldes prévues à l'article 7 de la loi du 6 août 1948 ne peuvent se cumuler avec les allocations correspondantes attribuées aux membres des F.F.C., des F.F.I. ou de la R.I.F.

ART. 29. — Pour le calcul de la période de déportation à prendre en compte au titre de la campagne double, en matière de pensions, conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa 1^{er} de la loi du 6 août 1948, les intéressés sont considérés comme ayant été déportés jusqu'à une date fixée :

Pour les déportés libérés par l'ennemi ou évadés :

a) Si la prison ou le camp se trouvait hors du territoire français : à la veille du jour de leur arrivée sur le territoire ;

b) Si la prison ou le camp était situé sur le territoire français ou sur un territoire relevant de l'autorité de la France : à la veille du jour de leur départ de ladite prison ou dudit camp ;

Pour les déportés dont l'internement a pris fin en 1945 du fait de l'avance des Forces alliées : à la veille du jour de leur présentation aux autorités françaises, et en cas d'hospitalisation, à la veille du jour de l'arrivée à l'hôpital, même si celui-ci est situé à l'étranger.

Les déportés rapatriés tardivement sont considérés comme ayant été déportés jusqu'à une date fixée dans chaque cas individuel, après avis de la commission nationale, en prenant pour base la date du rapatriement normal de l'ensemble des personnes ayant été internées ou incarcérées dans les mêmes camps ou prisons.

Le bénéfice de la campagne double est attribué, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi du 6 août 1948, après avis de la commission nationale, aux internés résistants titulaires d'une pension définitive d'au moins 50 pour 100, à raison des mauvais traitements subis pendant l'internement ou l'incarcération.

ART. 30. — La médaille de la déportation et de l'internement pour fait de résistance comporte un ruban distinctif pour les déportés et pour les internés respectivement. Elle sera conforme au modèle défini par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, après avis d'un jury de concours. Ce jury comprendra les membres de la commission nationale et deux représentants du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Lorsqu'elle est délivrée aux intéressés eux-mêmes, la carte de déporté et d'interné résistant vaut autorisation du port de la médaille.

ART. 31. — Le conjoint survivant ou, à défaut, un ascendant ou descendant des internés et déportés résistants, décédés ou disparus, peut se rendre une fois aux frais de l'Etat sur le lieu présumé du crime.

Ce lieu est :

Soit celui où le déporté ou l'interné résistant a été inhumé au moment de son décès;

Soit celui de la disparition ou du décès tel qu'il résulte, soit du jugement déclaratif de décès, soit de l'acte de décès ou de l'acte de disparition dressé par le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 32. — Lorsque le lieu présumé du crime est situé en territoire français, le voyage est effectué gratuitement dans les conditions fixées par l'article 10 de la loi du 25 octobre 1921 et les textes pris pour son application, pour les voyages en chemin de fer et par les conventions passées le 11 février 1947 entre le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre et le Ministre des Travaux publics et des transports, pour les voyages maritimes.

Lorsque le lieu présumé du crime est situé en territoire étranger, la partie du voyage qui répond aux conditions de l'alinéa précédent est effectuée gratuitement. Les frais de transport en territoire étranger sont remboursés sur justification dans la même classe que celle fixée par les textes visés au précédent alinéa ou, à défaut, dans la classe la plus voisine.

Si le voyage est effectué par voie des airs, le montant du remboursement ne peut excéder le prix d'un voyage par chemin de fer ou par mer dans lesdites classes.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 33. — Il ne peut être justifié du titre de déporté ou d'interné résistant qu'en produisant la carte de déporté et d'interné résistant. Cette carte a force probante, au lieu et place de tous certificats, attestations ou cartes délivrées précédemment tant par le Ministre des Prisonniers, déportés et réfugiés, que par le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, et notamment des certificats modèle A, délivrés aux personnes déportés internées par l'ennemi et des certificats modèle M, délivrés aux ayants cause des déportés décédés ou disparus.

Toutefois, les dits certificats modèle A et M resteront provisoirement valables pour l'application des textes législatifs et réglementaires antérieurs à la publication de la loi du 6 août 1948, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté.

ART. 34. — Un arrêté interministériel fixera les conditions dans lesquelles seront indemnisés de leurs frais de déplacement, les membres non fonctionnaires des commissions instituées par les articles 11 à 14.

ART. 35. — Le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Défense nationale et le Ministre de la France d'Outre-Mer sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*

Robert BÉTOLAUD.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Robert LECOURT.

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Maurice PETSCHÉ.

Le ministre de la défense nationale,
Paul RAMADIER.

*Le ministre de l'agriculture, ministre
de la France d'outre-mer par intérim,*
Pierre PÉLIMLIN.

Marchés

ARRETE N° 335-49/Cab. du 25 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 49-500 du 11 avril 1949 portant application, pour les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1949.

J. H. CÉDILE.

DECRET n° 49-500 du 11 avril 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la France d'Outre-mer,

Vu le décret du 18 novembre 1882 et les textes modificatifs relatifs aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat;

Vu le décret du 26 octobre 1898 portant promulgation dans les colonies de divers articles du décret du 18 novembre 1882 et les textes portant promulgation dans les colonies des différents textes modificatifs du décret du 18 novembre 1882;

Vu l'acte dit décret provisoirement applicable du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat dans la métropole et notamment l'article 48;

Vu le décret du 1^{er} avril 1948 modifiant différentes dispositions du décret provisoirement applicable du 6 avril 1942,

DECRETE :

TITRE I^{er}*De la passation des marchés.*

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Les marchés de travaux, fournitures, transports au compte de l'Etat, exécutés dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, sont passés avec concurrence dans les formes prescrites au présent décret, sous réserve de l'application, dans lesdits territoires, de la réglementation qui leur est particulière sur l'organisation professionnelle, la répartition des produits industriels, le régime des prix et le rationnement.

Ils sont préparés et passés par les services compétents et doivent être approuvés par le ministre de la France d'outre-mer ou le ministre intéressé ou le fonctionnaire ayant reçu délégation en vertu des dispositions en vigueur tant dans la métropole que dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer après avis le cas échéant de la commission visée à l'article 2 ci-après.

Dans les articles suivants les termes : « l'autorité compétente » désignent la personne habilitée pour l'approbation du marché et définie à l'alinéa précédent.

ART. 2. — Dans les cas spécifiés à l'article 24 ci-après :

1^o Les marchés passés en France pour le compte de l'Etat et devant être exécutés dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer sont préalablement soumis pour avis à la commission consultative des marchés du ministère dont relève le service contractant.

2^o Les marchés passés dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer pour le compte de l'Etat sont préalablement soumis pour avis à une commission consultative locale désignée par le chef du territoire. Cette commission comprendra en principe :

Le secrétaire général ou le délégué du chef du territoire, président.

Le contrôleur financier s'il existe et le directeur ou chef du bureau des finances ;

Quatre fonctionnaires ou officiers représentant les principaux services intéressés.

Ces commissions devront faire connaître leur avis dans les quinze jours qui suivront la réception des marchés.

ART. 3. — Lorsque le fractionnement ne présente pas d'inconvénients financiers ou techniques, les travaux ou transports à exécuter, les fournitures à livrer sont divisés en plusieurs lots donnant lieu chacun à un marché distinct.

La division est faite en tenant compte, soit de l'importance des travaux, fournitures ou transports, soit de la nature des professions intéressées, soit du lieu d'exécution ou de réception.

Si les marchés passés pour un ou plusieurs lots ne sont pas attribués, l'administration a la faculté d'entamer de nouvelles procédures pour les lots non attribués en modifiant, s'il y a lieu, la consistance de ces lots.

ART. 4. — La consistance et les spécifications des fournitures, des travaux ou transports sont déterminées avec précision par le service intéressé avant tout appel à la concurrence. Il pourra être fait appel à la collaboration de services techniques dépendant d'autres administrations ou d'hommes de l'art pour la poursuite des études préalables et l'établissement des projets de marchés.

ART. 5. — L'administration peut mettre au concours entre les hommes de l'art ou les entreprises qualifiées l'établissement du projet d'une fourniture ou d'un ouvrage, lorsque des motifs techniques ou esthétiques justifient des recherches particulières.

Le programme du concours détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire les projets, notamment en ce qui concerne la dépense, les délais dans lesquels ils doivent être déposés, les primes, récompenses ou avantages alloués aux auteurs des projets les mieux classés par une commission désignée à cet effet par l'autorité compétente.

Le programme du concours sera soumis à la commission consultative des marchés visée à l'article 2 ci-dessus, dans le cas où le montant estimé des dépenses ferait entrer le marché à intervenir dans la catégorie des marchés qui devront être soumis à cette commission. Il est arrêté par l'autorité compétente.

L'administration se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie des projets primés en achetant à l'amiable ou après expertise une licence d'utilisation pour son propre usage des brevets, dessins ou modèles qu'ils contiennent. Toutefois, le programme du concours pourra, après avis conforme de la commission consultative visée à l'article 2 ci-dessus, prévoir, au profit de l'auteur du projet primé et dans les limites de temps, de quantité et de prix que ce programme indiquera, soit une option pour l'exécution du projet ou pour les premières commandes, soit une redevance sur les objets fabriqués en utilisant la licence, soit une indemnité en tenant lieu.

A défaut d'accord sur les conditions d'exécution des projets prévues à l'alinéa précédent, les auteurs des projets primés peuvent retirer leurs projets en renonçant au prix et au marché. Les projets des concurrents évincés leur sont rendus. Les résultats de chaque concours sont consignés dans un procès-verbal motivé relatant toutes les circonstances de l'opération.

Les projets des marchés à passer après concours doivent alors être soumis à la commission consultative des marchés si leur montant requiert cette consultation d'après les dispositions du présent décret.

ART. 6. — Les offres ou soumissions déposées par les fournisseurs ou entrepreneurs doivent être signées par le fournisseur ou l'entrepreneur ou par son mandataire dûment habilité, sans que le même mandataire puisse représenter plus d'un concurrent dans la procédure afférente au même marché.

ART. 7. — Les marchés visés par le présent décret ne peuvent être attribués à des entrepreneurs ou fournisseurs en faillite. Les entrepreneurs ou fournisseurs en liquidation judiciaire ne peuvent déposer des offres ou des soumissions qu'en vertu d'une autorisation de l'autorité compétente.

CHAPITRE II

DES MODES DE PASSATION DES MARCHÉS

ART. 8. — Les marchés visés par le présent décret peuvent être passés :

- Par adjudication publique ouverte;
- Par adjudication restreinte;
- Par adjudication sur coefficients;
- Sur appel d'offres;
- Par entente directe;

Sur factures ou mémoires, dans les conditions déterminées par le présent décret, par les instructions prises pour son application et par les cahiers des charges.

Tout marché doit se référer aux articles et paragraphes du présent décret en application desquels il a été passé.

SECTION I. — *Des marchés par adjudication publique ouverte.*

ART. 9. — Sont passés par adjudication publique ouverte les marchés qui ne font pas l'objet de l'une des procédures prévues aux articles 14, 17, 19 et 21 du présent décret, notamment les marchés portant sur des fournitures ou travaux d'un type courant qui peuvent, sans inconvénient, être livrés à une concurrence illimitée et dont il est possible de définir toutes les spécifications dans le cahier des charges avec une précision suffisante pour que les prestations conformes au cahier des charges ne se différencient que par le prix demandé.

ART. 10. — L'adjudication publique ouverte comporte :

- Une publicité préalable, dans les formes prévues à l'article 11 ci-après;
- Une concurrence illimitée;

L'ouverture et la lecture, en séance publique, des offres déposées par les soumissionnaires;

Et l'obligation de n'attribuer le marché, dans les conditions fixées par les articles 11 à 13 ci-après, qu'au soumissionnaire qui a déposé les offres de prix le plus bas ou du rabais le plus avantageux.

ART. 11. — L'avis des adjudications à passer est publié, sauf les cas d'urgence, au moins quarante jours avant l'expiration du délai prévu à l'article 12 ci-après pour le dépôt des soumissions, par la voie des affiches et par tous les moyens ordinaires de publicité.

Cet avis fait connaître :

- 1^o Le lieu où l'on peut prendre connaissance du cahier des charges;
- 2^o Les autorités chargées de procéder à l'adjudication;
- 3^o Le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication.

A compter de la publication de l'avis visé aux alinéas précédents, il ne peut être apporté aucune modification au cahier des charges sans qu'il soit recouru à une nouvelle publicité.

ART. 12. — Les soumissions placées sous enveloppes cachetées sont, dans un délai fixé par le cahier des charges, envoyées par lettres recommandées. Toutefois, les cahiers des charges peuvent autoriser ou prescrire la remise des soumissions en séance publique ou leur dépôt dans une boîte à ce destinée; dans ce dernier cas, ils fixent le délai pour ce dépôt.

Il est procédé à l'adjudication en séance publique.

Lorsqu'un maximum de prix ou un minimum de rabais a été arrêté d'avance par l'autorité compétente, le montant de ce maximum ou de ce minimum est indiqué dans un pli cacheté, déposé sur le bureau à l'ouverture de la séance et qui n'est ouvert qu'après dépouillement et classement des soumissions. Ce prix ou ce rabais doit rester secret.

Les plis renfermant les soumissions sont ouverts en présence du public; il en est donné lecture à haute voix.

Le concurrent le mieux disant est déclaré adjudicataire provisoire.

Toutefois, lorsqu'un maximum de prix ou un minimum de rabais a été arrêté et qu'aucune proposition ne se trouve dans la limite ainsi fixée, le président du bureau de l'adjudication fait connaître qu'il n'est pas désigné d'adjudicataire provisoire.

Si le prix le plus bas ou le rabais le plus fort est souscrit par plusieurs soumissionnaires ne comprenant pas de société d'ouvriers français, il est procédé, entre ces soumissionnaires seulement, à une réadjudication, soit sur de nouvelles soumissions, soit à l'extinction des feux. Si les soumissionnaires se refusaient à faire de nouvelles offres ou si les prix demandés ne différaient pas encore, le sort en déciderait.

A égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une société d'ouvriers, cette dernière est préférée. Dans le cas où plusieurs sociétés d'ouvriers offrent le même rabais, il est procédé à un tirage au sort entre ces sociétés.

ART. 13. — Les résultats de chaque adjudication sont constatés par un procès-verbal relatant toutes les circonstances de l'opération.

Les adjudications ne sont valables et définitives qu'après approbation par l'autorité compétente. Le cahier des charges fixe le délai dans lequel cette approbation doit intervenir; à l'expiration de ce délai, si l'approbation n'est pas intervenue, l'adjudicataire provisoire peut retirer les offres qu'il a présentées.

SECTION II. — *Des marchés par adjudication restreinte.*

ART. 14. — Sont passés par adjudication restreinte, les marchés qui, ne faisant pas l'objet de l'une des procédures prévues par les articles 17, 19 et 21 du présent décret, ne peuvent cependant, sans inconvénients, être livrés à une concurrence illimitée.

ART. 15. — L'adjudication restreinte est précédée d'une publicité effectuée dans les formes prévues à l'article 11 ci-dessus, sauf lorsque les circonstances

exceptionnelles de rapidité ou de secret s'y opposent pour des motifs intéressant la défense nationale.

L'adjudication restreinte comporte la faculté pour l'administration de n'admettre que les soumissions qui émanent d'entrepreneurs ou de fournisseurs présentant toutes les garanties financières et professionnelles nécessaires; la liste en est arrêtée par l'autorité compétente, après avis d'une commission désignée à cet effet. Le cahier des charges peut stipuler les titres qui seront exigés pour être admis à soumissionner ou les épreuves éliminatoires auxquelles seront soumis les projets ou échantillons présentés. L'autorité compétente statue définitivement avant l'ouverture des plis renfermant les soumissions. Une adjudication restreinte n'est valable que s'il est retenu au moins deux soumissionnaires.

ART. 16. — Entre les fournisseurs ou entrepreneurs admis à soumissionner à une adjudication restreinte, il est procédé comme il est dit aux articles 12 et 13 ci-dessus et le marché ne peut être attribué qu'au soumissionnaire qui a déposé les offres du prix le plus bas ou du rabais le plus avantageux.

SECTION III. — Des marchés par adjudication sur coefficients.

ART. 17. — Sont passés par adjudication sur coefficients, notamment les marchés portant sur des travaux, fournitures ou transports qui ne répondent pas à un type uniforme dont les spécifications puissent être définies avec précision et pour lesquels la concurrence porte à la fois sur le prix et sur le mérite technique des projets ou échantillons présentés, lorsque ce mérite technique peut être évalué par des coefficients de qualité susceptibles d'être combinés avec des coefficients de prix pour l'attribution automatique du marché.

ART. 18. — L'adjudication sur coefficients comporte l'obligation pour l'administration de ne confier l'exécution des travaux ou de la fourniture qu'à celui des concurrents dont le projet ou l'échantillon aura été classé premier par le jeu combiné des coefficients de qualité et des coefficients de prix déterminés par le cahier des charges.

Selon qu'ils peuvent ou non être livrés à une concurrence illimitée, les marchés par adjudication sur coefficients sont soumis aux règles prévues ci-dessus, soit pour les marchés par adjudication publique ouverte, soit pour les marchés par adjudication restreinte, dans la mesure où ces règles ne sont pas contraires aux dispositions de l'article 17 ci-dessus et du présent article.

Le cahier des charges définit avec précision les conditions auxquelles devront satisfaire les projets ou échantillons, les délais dans lesquels ils devront être déposés, les épreuves auxquelles ils seront soumis, le mode de calcul et de combinaisons des coefficients de qualité et des coefficients de prix qui leur seront attribués.

L'attribution des coefficients de qualité aux projets ou échantillons déposés par les entrepreneurs ou fournisseurs admis à concourir est effectuée définitive-

ment et rendue publique avant l'ouverture et la lecture des plis renfermant les offres de prix, qui ont lieu en séance publique. Lorsque deux ou plusieurs concurrents sont classés *ex aequo*, ceux-ci sont départagés dans les conditions prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article 12 ci-dessus.

Le concurrent classé premier est proclamé en séance publique. Il est ensuite procédé conformément aux dispositions de l'article 13 ci-dessus.

SECTION IV. — Des marchés sur appel d'offres.

ART. 19. — Il peut être passé des marchés sur appel d'offres :

1^o Pour les travaux, fournitures ou transports dont la dépense totale n'excède pas 20 millions de francs ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excède pas 4 millions de francs. Ces limites pourront être relevées pour certains travaux, fournitures ou transports, par arrêté pris par le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et les ministres intéressés, s'il y a lieu;

2^o Pour les travaux, fournitures ou transports entrant dans l'une des catégories définies aux articles 9, 14 et 17 ci-dessus qui, dans le cas d'urgence amenée par des circonstances imprévisibles, ne peuvent pas subir les délais des procédures prévues par lesdits articles 9, 14 et 17;

3^o Pour les travaux, fournitures ou transports qui n'ont fait l'objet d'aucune offre aux adjudications ou à l'égard desquels il n'a été proposé que des conditions inacceptables;

4^o Pour les travaux, fournitures ou transports entrant dans l'une des catégories définies aux articles 9, 14 et 17 ci-dessus, lorsque le jeu normal de la concurrence est entravé localement par l'état du marché.

ART. 20. — Lorsqu'il est procédé à un appel d'offres, les conditions auxquelles doivent répondre les offres, le règlement du concours lorsqu'il en est organisé, notamment dans le cas prévu à l'article 5 ci-dessus, et le délai dans lequel les offres doivent être remises sont portées à la connaissance soit du public, soit des seuls entrepreneurs ou fournisseurs choisis par l'administration.

La concurrence porte en premier lieu sur le prix; il est tenu compte également de la valeur technique des prestations offertes et des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des concurrents. L'administration choisit librement l'entrepreneur ou le fournisseur qui lui paraît mériter la préférence. Elle se réserve la faculté de ne pas donner suite à un appel d'offres si elle n'a pas obtenu de propositions qui lui paraissent acceptables.

Lorsque le fonctionnaire ou la commission chargée de préparer le marché propose de donner la préférence à un fournisseur ou entrepreneur autre que celui qui offre le moindre prix, il doit être adressé à l'autorité compétente un rapport spécial indiquant les motifs de ce choix.

Si des offres ne sont pas faites par deux entrepreneurs ou fournisseurs au moins, ou s'il est manifeste qu'une entente est intervenue entre tous les entre-

preneurs ou fournisseurs consultés ou entre certains d'entre eux, il doit être procédé à une nouvelle consultation plus étendue, sauf le cas d'impossibilité matérielle ou d'urgence impérieuse.

SECTION V. — Des marchés par entente directe.

ART. 21. — Il peut être passé des marchés par entente directe entre le service intéressé et le fournisseur ou entrepreneur :

1^o Pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention ou qui n'auraient qu'un possesseur unique;

2^o Pour les fournitures ou travaux dont l'exécution ne peut, en raison des nécessités techniques ou des programmes de production, être confiée qu'à un entrepreneur ou fournisseur déterminé;

3^o Pour les travaux, exploitations et fournitures, qui ne sont faits qu'à titre d'essais ou d'études;

4^o Pour les objets, matières ou denrées qu'en raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel ils sont destinés, il y a intérêt à acheter et choisir aux lieux de production;

5^o Lorsqu'il n'est pas possible de procéder à un appel d'offres dans les conditions définies à l'article 19 ci-dessus pour les fournitures, transports ou travaux qui, ayant donné lieu à un appel d'offres consécutif ou non à une adjudication, n'ont fait l'objet d'aucune offre ou à l'égard desquels il n'a été proposé que des conditions inacceptables;

6^o Pour les travaux, fournitures ou transports que l'administration doit faire exécuter au lieu et place des entrepreneurs ou fournisseurs défaillants et à leurs risques et périls;

7^o Pour les transports par voie ferrée ou confiés aux entrepreneurs de services publics ou entreprises subventionnées de transports pour les affrètements et pour les assurances sur les chargements qui s'ensuivent;

8^o Pour les fournitures, transports ou travaux qui, dans les cas d'urgence impérieuse amenée par des circonstances imprévisibles ne peuvent pas subir les délais d'une procédure d'appel d'offres;

9^o Pour toutes espèces de fournitures, de transports ou de travaux lorsque les circonstances exigent que les opérations du Gouvernement soient tenues secrètes; ces marchés doivent préalablement avoir été autorisés par le chef du Gouvernement, sur un rapport spécial du ministre de la France d'outre-mer et, s'il y a lieu, des ministres intéressés;

10^o Pour les travaux, fabrications ou fournitures qui sont faits en vue d'assurer à la mobilisation une production rapide des objets dont la fabrication nécessite soit des études techniques préalables, soit la construction ou la mise au point d'installations ou d'outillages spéciaux;

11^o Pour les transports de fonds du Trésor.

ART. 22. — Lorsqu'un marché doit être passé par entente directe avec l'entrepreneur ou le fournisseur, il appartient au service intéressé d'assurer, dans toute la mesure du possible, la publicité préalable et la

concurrence, sans qu'il soit obligatoirement recouru à l'une des procédures définies par les articles 9 à 20 ci-dessus.

Le marché est conclu :

1^o Soit sur un engagement souscrit à la suite d'un cahier des charges;

2^o Soit sur une soumission souscrite par celui qui propose de traiter;

3^o Soit sur correspondance suivant les usages du commerce;

4^o Soit exceptionnellement dans les formes prévues à l'article 23 ci-après.

ART. 23. — A titre exceptionnel et pour les fournitures, travaux ou transports urgents intéressant la défense nationale dont il est nécessaire que l'exécution soit commencée avant que toutes les conditions du marché aient pu être déterminées, il peut être passé des marchés sur commande avec les entrepreneurs ou fournisseurs qui jouissent d'un monopole, de fait et qui se soumettent au contrôle de l'administration.

Le marché sur commande est constitué soit par convention spéciale, soit par échange de lettres. Il doit indiquer le prix provisoire et les modalités suivant lesquelles seront déterminées, par avenant, les clauses définitives du marché, en particulier les éléments dont il sera tenu compte pour la fixation du prix définitif sur la base du prix de revient contrôlé par l'administration.

ART. 24. — 1^o Les marchés passés en France pour le compte de l'Etat et devant être exécutés dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer seront soumis à la commission consultative des marchés, visée à l'article 2 ci-dessus, dans les cas suivants :

a) Marchés sur appel d'offres passés en exécution de l'article 19, lorsque leur montant sera supérieur à 20 millions;

b) Marchés par entente directe, lorsque leur montant est supérieur à 20 millions ou à 4 millions par an pour les marchés passés pour plusieurs années, et quel qu'en soit le montant, s'il s'agit de marchés de fournitures échelonnés sur plus de cinq années.

Toutefois, les marchés par entente directe passés en application des alinéas 8 et 9 de l'article 21 ne sont pas soumis à la commission consultative des marchés.

Les marchés visés à l'alinéa 10 de l'article 21 ne peuvent être passés que sur avis conforme d'une commission spéciale instituée conformément à la loi du 1^{er} août 1930;

2^o Les marchés passés dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, pour le compte de l'Etat, seront préalablement soumis à la commission consultative locale des marchés visés à l'article 2, 2^o, ci-dessus.

Cette commission sera consultée dans les mêmes cas que ceux spécifiés au paragraphe 1^o qui précède relatif aux marchés passés en France.

Dans le cas où ils sont approuvés par délégation, il est rendu compte au ministre des marchés par entente directe soumis à la commission consultative des marchés.

SECTION VI. — *Travaux et fournitures dispensés de marchés écrits.*

ART. 25. — Il peut être suppléé aux marchés écrits par de simples factures pour les achats de fournitures livrables immédiatement lorsque les besoins prévisibles du service ne justifient pas l'acquisition d'une quantité dont la valeur excède 500.000F.

Les travaux ou transports dont la valeur présumée n'excède pas 500.000 F peuvent être exécutés sans marchés écrits, sur simple mémoire.

Pour les services en gestion directe des départements de la guerre, de la marine et de l'air désignés de concert entre le ministre de la défense nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la France d'outre-mer, il peut être fait des achats de denrées alimentaires, grains et fourrages, combustibles, sur facture, jusqu'à concurrence de 2 millions de francs par vendeur.

TITRE II

DES CAHIERS DES CHARGES

ART. 26. — Les cahiers des charges des marchés de l'Etat exécutés dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer précisent les conditions dans lesquelles lesdits marchés sont passés en exécution du présent décret et exécutés.

Ce sont notamment :

1^o Les cahiers des clauses et conditions générales fixant les dispositions administratives applicables à tous les marchés de fournitures, d'une part, et à tous les marchés de travaux, d'autre part;

2^o Les cahiers des prescriptions communes fixant essentiellement les dispositions techniques applicables aux marchés portant sur une même nature de fournitures ou de travaux ou passés par un même service spécialisé;

3^o Les cahiers des prescriptions spéciales fixant les clauses propres à chaque marché et comportant au besoin les dérogations aux cahiers des clauses et conditions générales et aux cahiers des prescriptions communes.

ART. 27. — Les cahiers types des clauses et conditions générales et les cahiers types des prescriptions communes établis pour les marchés de l'Etat exécutés en France servent de base à l'établissement des cahiers des clauses et conditions générales et des cahiers des prescriptions communes applicables dans les territoires de la France d'outre-mer.

Les cahiers des clauses et conditions générales sont arrêtés par le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances et des affaires économiques.

Les cahiers des prescriptions communes sont établis par le ministre de la France d'outre-mer et, le cas échéant, par le ministre intéressé, pour chaque territoire, après avis du chef du territoire, la commission consultative des marchés locale entendue. Ils sont rendus applicables par arrêté local.

Les cahiers des prescriptions communes contiennent, pour chaque catégorie de travaux ou de fournitures à laquelle ils sont applicables ou pour le service qu'ils concernent :

Les spécifications techniques des fournitures ou travaux qui doivent reproduire les normes homologuées toutes les fois que ces normes existent;

Les modalités communes de la procédure de passation des marchés et l'indication des conditions exigées des entrepreneurs ou fournisseurs.

Ils peuvent, en outre, contenir, s'il y a lieu, toutes autres prescriptions communes à tous les marchés de la catégorie à laquelle ils sont applicables ou du service qu'ils concernent, et déterminer en particulier :

Les modalités de calcul du prix et les clauses de revisions de ce prix s'il paraît nécessaire d'en insérer au marché;

Les modalités de calcul et de versement des acomptes et avances et de règlement du prix du marché.

Les cahiers des prescriptions spéciales à chaque marché sont établis par les services locaux intéressés et soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

TITRE III

DES GARANTIES A FOURNIR PAR LES SOUMISSIONNAIRES ET TITULAIRES DE MARCHÉS.

ART. 28. — Les cahiers des charges déterminent la nature et l'importance des garanties pécuniaires à exiger des soumissionnaires à titre de cautionnement provisoire, pour être admis aux adjudications, des titulaires des marchés à titre de cautionnement définitif pour garantir l'exécution de leurs engagements.

Ne sont pas astreints à constituer un cautionnement provisoire les soumissionnaires admis à participer à une adjudication restreinte.

ART. 29. — Les cahiers des charges peuvent, s'il y a lieu, en raison de la nature ou de l'objet du marché, dispenser de l'obligation de déposer un cautionnement provisoire ou définitif. Ils peuvent disposer que le cautionnement réalisé avant l'adjudication à titre provisoire sera affecté à la constitution de tout ou partie du cautionnement définitif.

ART. 30. — Dans les marchés comportant constitution d'un cautionnement définitif et stipulation de retenues de garantie, le cahier des charges doit contenir des dispositions de nature à éviter tout double emploi entre le cautionnement définitif ou les retenues sur acomptes, en tenant lieu, et les retenues de garantie.

ART. 31. — Au cautionnement peut être substituée la caution personnelle solidaire d'un tiers. Les cahiers des charges déterminent, s'il y a lieu, les garanties autres que le cautionnement ou les cautions personnelles solidaires, telles que affectations hypothécaires, dépôts de matières dans les magasins de l'Etat, etc., qui peuvent être demandées à titre exceptionnel aux entrepreneurs et fournisseurs pour assurer l'exécution de leurs engagements; ils précisent l'action que l'administration peut exercer sur ces garanties.

ART. 32. — Les garanties pécuniaires peuvent consister, au choix des soumissionnaires et titulaires de marchés, en numéraire, en valeurs d'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat, en obligations de la caisse autonome d'amortissement, en obligations des territoires d'outre-mer, en obligations foncières, communales ou maritimes du Crédit foncier de France, en obligations des compagnies de chemins de fer d'intérêt général ou de la Société nationale des chemins de fer français.

Après la réalisation du cautionnement, aucun changement ne peut, sauf le cas prévu à l'article 36 ci-après, être apporté à sa composition sans l'autorisation de l'administration qui a passé le marché.

ART. 33. — La valeur en capital des rentes à affecter au cautionnement est calculée, pour les cautionnements provisoires, au cours le plus bas de la dernière cotation connue le jour du dépôt, pour les cautionnements définitifs, au cours le plus bas de la dernière cotation connue le jour de l'approbation du marché.

Les bons du Trésor à échéance d'un an ou moins d'un an sont acceptés pour le montant de leur valeur en capital et intérêts. Les autres valeurs déposées pour cautionnement sont calculées d'après le dernier cours officiel publié.

Dans le cas prévu à l'article 32 ci-dessus, les valeurs déposées en remplacement seront évaluées au dernier cours connu le jour de l'autorisation donnée par l'administration d'effectuer la modification.

ART. 34. — Les cautionnements, sous quelque forme qu'ils soient constitués, sont reçus soit en France, par la caisse des dépôts et consignations, pour les entreprises ayant leur siège dans la métropole, soit dans les territoires d'outre-mer, par le préposé de la caisse des dépôts et consignations du territoire. Ils sont soumis aux règlements de cet établissement.

Les oppositions sur les cautionnements doivent avoir lieu entre les mains du comptable qui a reçu lesdits cautionnements; toutes autres oppositions sont nulles et non avenues.

ART. 35. — Lorsque le cautionnement est constitué en titres nominatifs, le titulaire souscrit une déclaration d'affectation de ces titres et donne à la caisse des dépôts et consignations un pouvoir irrévocable à l'effet de les aliéner, s'il y a lieu.

L'affectation des titres nominatifs au cautionnement définitif est notifiée soit au Trésor, soit à l'établissement débiteur. En ce qui concerne les titres de rente sur l'Etat, cette affectation est mentionnée au grand-livre de la dette publique.

Les valeurs du Trésor transmissibles par endossements, endossés en blanc, sont considérées comme valeurs au porteur.

ART. 36. — Lorsque les rentes ou valeurs affectées à un cautionnement définitif donnent lieu à remboursement, la somme remboursée est touchée par la caisse des dépôts et consignations ou par son préposé et cette somme demeure affectée au cautionnement jusqu'à due concurrence, à moins que le cautionnement ne soit reconstitué en valeurs prévues par le présent décret, au choix du titulaire du marché.

ART. 37. — Les cautionnements provisoires sont restitués au vu de la mainlevée donnée par le fonctionnaire chargé de l'adjudication ou d'office, aussitôt après la réalisation du cautionnement définitif de l'adjudicataire. Les cautionnements définitifs sont restitués au vu d'une mainlevée donnée par l'autorité compétente.

ART. 38. — Sont acquis à l'Etat, d'après le mode déterminé à l'article suivant, les cautionnements provisoires des soumissionnaires qui, déclarés adjudicataires, n'auraient pas réalisé leurs cautionnements définitifs dans les délais fixés par les cahiers des charges.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 39. — Les divers montants de marchés ou achats sur factures ou mémoires spécifiés dans le présent décret sont exprimés en francs métropolitains.

ART. 40. — Les dispositions du présent décret concernant les modes de passation des marchés ne sont pas applicables aux travaux que l'administration est dans la nécessité d'exécuter en régie directe.

L'exécution en régie est autorisée par l'autorité compétente.

Les fournitures des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux en régie sont néanmoins soumises aux dispositions du présent décret, si elles sont faites par des particuliers.

ART. 41. — Les travaux neufs exécutés par voie d'entreprise pour les bâtiments de l'Etat ne peuvent avoir lieu qu'après l'approbation des devis qui en déterminent la nature et l'importance.

Conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 15 mai 1850, il ne sera accordé aucun honoraire ni aucune indemnité aux architectes chargés de travaux au compte de l'Etat pour les dépenses qui excéderaient les devis approuvés, compte tenu des revisions de prix autorisées.

ART. 42. — Les droits de timbre auxquels peuvent donner lieu les marchés sont à la charge de ceux qui contractent avec l'Etat. Il en est de même des droits d'enregistrement auxquels peuvent donner lieu les marchés conclus dans les conditions indiquées aux articles 9 à 25 du présent décret.

ART. 43. — Les dispositions du présent décret cessent d'être obligatoires, à partir de l'ordre de mobilisation générale, en ce qui concerne les marchés des services militaires, sauf pour certains articles qui seront désignés par arrêté signé par le ministre des finances et des affaires économiques.

En période de tension extérieure ou en tout autre cas prévu par l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, une décision du ministre des finances et des affaires économiques, délibérée en conseil des ministres, peut suspendre l'application de tout ou partie du présent décret, si les besoins de la défense nationale l'exigent.

ART. 44. — Le présent décret n'est pas applicable aux marchés passés à l'étranger. Ces marchés sont éventuellement conclus après avis de la commission consultative visée à l'article 2 suivant les instructions données dans chaque cas particulier par le ministre de la France d'outre-mer ou le ministre intéressé en accord avec le ministre des finances et des affaires économiques.

ART. 45. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret, et notamment celles du décret du 26 octobre 1898, sont abrogées.

ART. 46. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 avril 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Paul COSTE-FLORET.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Maurice-PETSCHÉ.

Chemins de fer

ARRETE N° 343-49 Cab. du 25 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

*Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des chemins de fer coloniaux en A.O.F., A.E.F. Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun, promulgué au Togo le 15 juin 1939,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49-502 du 11 avril 1949 fixant les pouvoirs des directeurs de chemins de fer dans les territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1949.

J. H. CÉDILE.

DECRET N° 49-502 du 11 avril 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'Outre-mer,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 20 mars 1894 portant création du ministère des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 20 octobre 1911 portant organisation administrative et financière de l'Indochine;

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897 fixant les pouvoirs du gouvernement général de Madagascar;

Vu le décret du 15 janvier 1910 portant création du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 fixant les attributions du commissaire de la République au Cameroun;

Vu le décret du 23 mars 1921 fixant les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des chemins de fer coloniaux en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les limites prévues à l'article 5 du décret du 19 mai 1939, portant organisation des chemins de fer coloniaux, en ce qui concerne les pouvoirs d'approbation du directeur en matière de travaux d'engagement de dépenses, sont portées de « moins de 150.000 F. » à « moins de 3.000.000 de francs ».

Les limites prévues au même article, en ce qui concerne les pouvoirs d'approbation du directeur en matière de transactions et de procès-verbaux de pertes ou de condamnation de matériel, sont portées de « moins de 20.000 F » à « moins de 300.000 F ».

ART. 2. — Les limites prévues à l'article 6 du décret du 19 mai 1939, en ce qui concerne les affaires réservées à l'autorité supérieure, sont portées de « plus de 150.000 F » à « 3.000.000 de francs au plus » pour les travaux et les engagements de dépenses, et de « plus de 20.000 F » à « 300.000 F ou plus », pour les transactions et les condamnations ou pertes de matériel.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, applicable à Madagascar, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de Madagascar.

Fait à Paris, le 11 avril 1949.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Paul COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat
à la France d'outre-mer,*

Tony RÉVILLON.

Déclassement à bord des paquebots**ARRETE** N° 336-49/Cab. du 25 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
- COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948 relatif au déclassement à bord des paquebots des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux et locaux, promulgué au Togo le 18 octobre 1948;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 11 avril 1949 prorogeant les dispositions du décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1949.

J. H. CÉDILE.

DECRET du 11 avril 1949.

Le Président du Conseil des Ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires, des services coloniaux ou locaux;

Vu le décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948 autorisant, dans certaines conditions et jusqu'au 31 décembre 1948, le déclassement à bord des paquebots des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux;

Sur l'avis conforme du ministre des finances et des affaires économiques,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948 susvisé sont prorogées pour une période de six mois sous réserve des modifications portées à l'article 2 ci-après.

ART. 2. — L'article 2 du décret du 28 septembre 1948 est complété comme suit :

« Les fonctionnaires percevront, dans les mêmes conditions que ci-dessus, une indemnité compensatrice pour les membres de leur famille qui auront consenti à leur déclassement à bord des paquebots assurant la liaison entre la métropole et les territoires de la France d'outre-mer ».

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France

d'outre-mer, et dont les dispositions auront effet pour compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Paris, le 11 avril 1949.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET.

Reclassement de la fonction publique**ARRETE** N° 337-49/Cab. du 25 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du Ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo le 21 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49-528 du 15 avril 1949 étendant aux fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du Ministère de la France d'outre-mer, aux fonctionnaires relevant des ministères métropolitains et aux militaires à solde mensuelle des armées de terre, de mer et de l'air, en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A., le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation des deux premières tranches du reclassement de la fonction publique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1949.

J. H. CÉDILE.

DECRET N° 49-528 du 15 avril 1949.

Le Président du Conseil des Ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et du secrétaire d'Etat aux finances.

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 fixant le régime de solde des militaires des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu l'ordonnance du 29 juillet 1945 relative aux traitements et indemnités des fonctionnaires civils rémunérés sur le budget de l'Etat en service en Afrique du Nord et aux colonies;

Vu la loi n° 48.337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation de la première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu la loi n° 48.1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires des services civils);

Vu les lois n° 48.1996 du 31 décembre 1948 et n° 49.323 du 10 mars 1949 portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de janvier à mai 1949;

Vu le décret n° 45.1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu les décrets n° 45.0157 du 28 décembre 1945, n° 46-713 du 8 avril 1946, n° 46.2264 du 12 octobre 1946 fixant le régime de solde des militaires des armées de terre, de mer et de l'air en service dans les territoires d'outre-mer, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 48.1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu le décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49.42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer, les fonctionnaires relevant des ministères métropolitains et les militaires à solde mensuelle des armées de terre, de mer et de l'air en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A. (à l'exception de la Côte française des Somalis et de Saint-Pierre et Miquelon) reçoivent application des dispositions du décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique et du décret n° 49.42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique.

Les traitements et soldes qui leur sont applicables sont en conséquence ceux fixés, à compter du 1^{er} janvier 1948, par les arrêtés pris en application de l'article 3 du décret du 13 juillet 1948 et majorés, à compter du 1^{er} janvier 1949, conformément à l'article 1^{er} du décret du 12 janvier 1949, en ce qui concerne les personnels des mêmes grades et emplois en service sur le territoire de la France métropolitaine.

ART. 2. — En application du deuxième alinéa de l'article 6 du décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948, la majoration fixée en dixièmes du traitement ou de la solde prévue par les décrets des 11 juillet 1945, 28 décembre 1945, 8 avril 1946 et 12 octobre 1946 susvisés et les textes modificatifs subséquents, est calculée sur la base des nouveaux traitements et soldes résultant de l'application des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, en ce qui concerne les personnels visés par cet article.

ART. 3. — Le montant, établi en francs métropolitains, du traitement ou de la solde, retenues pour pension et sécurité sociales déduites de la majoration des dixièmes, ainsi que, dans la mesure où ces allocations sont maintenues, des versements mensuels aux personnels enseignants et aux magistrats et de l'indemnité spéciale de technicité des médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires militaires, est payé aux personnels en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A. (à l'exception de la Côte française des Somalis et de Saint-Pierre et Miquelon) pour sa contre-valeur en monnaie locale, d'après la parité en vigueur au cours de la période sur laquelle porte la liquidation, multipliée par un index de correction fixé ainsi qu'il suit :

PÉRIODE D'APPLICATION	A. O. F. ET TOGO	A. E. F.	CAMEROUN	MADAGASCAR ET DÉPENDANCES
Du 1 ^{er} janvier 1948 au 16 octobre 1948 . . .	1,36	1,45	1,40	1,27
A partir du 17 octobre 1948	1,60	1,70	1,65	1,50

L'index de correction sera réajusté automatiquement en cas de modification des parités monétaires, de façon à maintenir aux personnels intéressés le même nombre de signes monétaires locaux au titre des éléments de leur rémunération affectés de l'index de correction.

L'index de correction sera réajusté éventuellement, dans le cas où l'évolution des conditions économiques locales le justifierait, par décret pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et du ministre chargé de la fonction publique.

ART. 4. — Dans la mesure où l'indemnité de zone prévue par l'article 3, 5^o, du décret n° 45.1541 du 11 juillet 1945 est maintenue, son montant continue d'être payé aux personnels visés au présent article pour sa valeur nominale en monnaie locale, sur toute l'étendue des territoires appartenant à la zone du franc C.F.A.

ART. 5. — Les rappels dus aux personnels intéressés en application des dispositions du présent décret seront liquidés sous déduction des acomptes perçus en application des décrets n° 48.397 du 9 mars 1948, n° 48.455 du 19 mars 1948, n° 48.456 du 19 mars 1948, n° 48.882 du 27 mai 1948, n° 48.1275 du 17 août 1948, n° 48.1295 du 20 août 1948 et n° 48.1594 du 8 octobre 1948, et de l'allocation perçue à titre exceptionnel en application des décrets n° 48.1647 du 20 octobre 1948, n° 48.1929 du 18 décembre 1948 et n° 49.68 du 14 janvier 1949.

La fraction de ces rappels afférents à l'année 1948 sera payée aux bénéficiaires en trois versements d'un montant égal dont les échéances sont respectivement fixées au 31 mai 1949, au 30 septembre 1949 et au 1^{er} janvier 1950.

ART. 6. — L'indemnité provisionnelle et l'allocation spéciale forfaitaire, prévues par les décrets du 26 mars 1947, n° 47-667 du 8 avril 1947, n° 47-1317 du 15 juillet 1947, n° 47-1690 du 30 août 1947, n° 47-1753 du 1^{er} septembre 1947 et n° 47-2377 du 23 décembre 1947, cessent d'être perçues par les personnels en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A. (à l'exception de la Côte française des Somalis et de Saint-Pierre et Miquelon), pour compter du 1^{er} janvier 1948.

ART. 7. — A compter du 1^{er} janvier 1948 les personnels visés à l'article 1^{er} ci-dessus, autres que ceux bénéficiant d'un logement de fonction en vertu de leur statut particulier, subissent, lorsqu'ils sont logés par les soins de l'administration, les retenues prévues par la réglementation en vigueur les concernant, sur la base des nouveaux traitements et soldes résultant de l'application du présent décret.

ART. 8. — Des décrets ultérieurs fixeront les modalités particulières d'application du reclassement de la fonction publique aux personnels en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que ceux visés par le présent décret.

ART. 9. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 15 avril 1949.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Paul COSTE-FLORET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Maurice PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat aux finances,

Edgar FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil
(fonction publique et réforme administrative),*

Jean BIONDI.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,

Joannès DUPRAZ.

Le Secrétaire d'Etat aux Forces Armées,
Jean MOREAU.

DECRET N° 48-1124 du 13 juillet 1948.

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu la loi validée du 25 septembre 1942, modifiée par l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945, relative au supplément familial de traitement;

Vu les ordonnances n° 45-14 du 6 janvier 1945, portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat, et n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires des armées de terre, de mer, et de l'air;

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 48-355 du 29 février 1948 portant attribution d'un complément provisoire de traitement ou de solde aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est incorporé dans les traitements, soldes ou salaires des personnels de l'Etat, à compter du 1^{er} janvier 1948, le montant :

1^o — Des indemnités ou suppléments de toute nature soumis à retenue pour pensions dont la liste est fixée par l'annexe n° 1 au présent décret (1);

2^o — Du complément provisoire de traitement ou de solde fixé par l'article 1^{er} du décret n° 48-355 du 29 février 1948.

En ce qui concerne les indemnités dont le taux est susceptible de varier suivant le poste ou la manière de servir des intéressés, le taux moyen afférent à chaque grade, classe ou échelon est retenu pour l'application du paragraphe 1^{er} du présent article.

ART. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1948, les traitements ou salaires bruts des fonctionnaires et agents civils de l'Etat, ainsi que les soldes brutes des militaires à solde mensuelle dont les emplois et grades figurent dans le classement hiérarchique fixé par le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et qui sont en service sur le territoire de la France métropolitaine sont augmentés d'une majoration de reclassement égale au quart de la différence entre :

D'une part, le traitement, la solde ou le salaire brut auquel pourraient prétendre les intéressés si le classement hiérarchique dont il s'agit était appliqué intégralement, le traitement correspondant à l'indice 100 étant fixé à 114.500 francs.

D'autre part, leur traitement, leur solde ou leur salaire actuel, tel qu'il résulte de l'article 1^{er} du présent décret et de l'application des ordonnances n° 45-14 du 6 janvier 1945 et n° 45-1380 du 23 juin 1945 susvisés.

ART. 3. — Des arrêtés revêtus de la signature du ministre intéressé, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative fixeront les nouveaux traitements, soldes et salaires résultant, pour chaque grade, classe et échelon, de l'application des articles qui précèdent.

ART. 4. — Les indemnités ou suppléments de toute nature autres que ceux dont le montant doit être incorporé dans les traitements ou les soldes en application de l'article 1^{er} ci-dessus et dont la liste est fixée par l'annexe n° II au présent décret (1), seront supprimés lors de l'application intégrale des traitements, soldes et salaires résultant du classement hiérarchique des emplois ou garde des personnels de l'Etat.

A titre provisoire et pour compter du 1^{er} janvier 1948 ils continuent à s'ajouter aux nouveaux traitements, soldes et salaires fixés par les arrêtés prévus à l'article 3 ci-dessus, mais sur la base de taux réduits uniformément de 25 p. 100.

ART. 5. — Des arrêtés revêtus de la signature du ministre intéressé, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative fixeront, pour chaque grade, classe et échelon, les nouveaux traitements et salaires, comportant le cas échéant une majoration de reclassement, alloués aux agents temporaires et contractuels autres que ceux dont la rémunération est fixée en fonction des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie, dont les emplois ne figurent pas dans le classement hiérarchique fixé par le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et qui sont en service sur le territoire de la France métropolitaine. Ils détermineront la liste des indemnités ou suppléments de toute nature actuellement applicables à ces personnels, qui doivent être supprimés ou dont le montant doit être réduit dans des conditions identiques à celles prévues à l'article 4 ci-dessus.

ART. 6. — Restent fixées au montant résultant des bases de calcul en vigueur à la date d'application du présent décret les indemnités et majorations de toute nature autres que celles visées aux articles 1^{er}, 4 et 5 ci-dessus, qui sont établies en fonction ou en pourcentage du traitement, de la solde ou du salaire.

Toute modification du montant de ces indemnités et majorations ne pourra résulter que d'un décret en conseil des ministres dans les conditions prévues par les articles 5 et 7 de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 et l'article 8 de l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945.

ART. 7. — Pour tenir compte de la situation de famille, les traitements ou salaires des fonctionnaires et agents civils de l'Etat, à l'exception des personnels dont la rémunération est fixée en fonction des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie, ainsi que les soldes des militaires à solde mensuelle en service sur le territoire de la France métropolitaine sont, pour compter du 1^{er} janvier 1948 et sur les bases indiquées ci-après, majorés de 3 p. 100 pour deux enfants à charge, de 9 p. 100 pour trois enfants à charge, avec augmentation de 6 p. 100 par enfant à charge en sus du troisième, la notion d'enfant à charge étant celle retenue en matière de prestations familiales par la loi du 22 août 1946 et le règlement d'administration publique du 10 décembre 1946.

Pour le calcul de ce pourcentage, le traitement, solde ou salaire est compté :

Pour la totalité en ce qui concerne la tranche allant jusqu'à 150.000 francs ;

Pour la moitié en ce qui concerne la tranche comprise entre 150.001 et 300.000 francs ;

Pour un quart en ce qui concerne la tranche comprise entre 300.001 et 600.000 francs ;

et pour un huitième en ce qui concerne la tranche comprise entre 600.001 et 900.000 francs.

Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent article et notamment le décret du 24 juillet 1947 portant majoration provisoire du supplément familial de traitement.

ART. 8. — A compter du 1^{er} janvier 1948, le montant des indemnités compensatrices prévues par le décret n° 46-1996 du 12 septembre 1946 sera égal à la différence existant entre, d'une part, le traitement nouvellement servi dans l'emploi effectivement occupé majoré, le cas échéant, du supplément familial de traitement et, d'autre part, le traitement majoré s'il y a lieu dudit supplément, que les intéressés auraient dorénavant perçu si, étant demeurés dans leur ancien emploi, ils avaient continué à y avancer dans les conditions minima d'ancienneté et avaient éventuellement été admis dans un cadre complémentaire.

ART. 9. — Aucune modification n'est apportée aux modalités de calcul des indemnités compensatrices créées par le décret n° 47-1457 du 4 août 1947.

Toutefois, le montant des indemnités prévues aux articles 2, 3, 4, 5 et 7 du décret précité sera révisé sur la base des nouveaux traitements fixés conformément au présent texte tant pour l'ancien que pour le nouvel emploi occupé par les intéressés.

A compter du 1^{er} janvier 1948, les indemnités compensatrices résultant d'une nomination antérieure à cette date et attribuées en vertu des dispositions des articles 8 et 9 du décret susvisé du 4 août 1947 ne seront maintenues que dans la mesure où leur montant serait supérieur à l'avantage résultant pour les intéressés de la mise en vigueur des nouveaux traitements.

ART. 10. — Les modalités particulières de la réalisation de la première tranche du reclassement de la fonction publique en ce qui concerne les personnels de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer, en Afrique du Nord, dans les territoires occupés en Allemagne et en Autriche et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer feront l'objet de décrets ultérieurs pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et, le cas échéant, des ministres et secrétaires d'Etat dont dépendent les territoires dont il s'agit.

ART. 11. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et tous les ministres et secrétaires d'Etat intéressés sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 1948.

SCHUMAN.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*

René MAVER.

*Le secrétaire d'Etat chargé de la
fonction publique et de la réforme
administrative,*

Jean BIONDI.

NOTA : Les annexes I et II prévues par les articles 1^{er} et 4 du décret ci-dessus seront publiées ultérieurement.

DECRET N° 49-42 du 12 janvier 1949.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu les ordonnances n° 45.14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et n° 47.1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu la loi n° 48.1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires et services civils);

Vu la loi n° 48.1995 du 31 décembre 1948 portant ouverture de crédits provisoires et autorisations d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de janvier et de février 1949;

Vu le décret n° 48.1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu le décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 48.1344 du 27 août 1948 étendant aux personnels de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des dispositions du décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948 susvisé;

Vu le décret n° 48.1607 du 13 octobre 1948 étendant aux personnels de l'Etat en service dans les territoires occupés en Allemagne et en Autriche le bénéfice des dispositions du décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948 susvisé;

Vu le décret n° 48.1774 du 24 novembre 1948 étendant aux personnels de l'Etat en service en Afrique du Nord le bénéfice des dispositions du décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948 susvisé;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements ou salaires bruts des fonctionnaires et agents civils de l'Etat, ainsi que les soldes brutes des militaires à solde mensuelle, dont les emplois et grades figurent dans le classement hiérarchique fixé par le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et qui sont en service sur les territoires de la France métropolitaine sont déterminés en ajoutant aux traitements, soldes ou salaires applicables à compter du 1^{er} janvier 1948, une majoration d'un montant égal à celui de la majoration fixée par les arrêtés pris en application des articles 2 et 3 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948.

ART. 2. — A titre provisoire, et pour compter du 1^{er} janvier 1949, les indemnités ou suppléments de toute nature visés à l'article 4 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 continuent à s'ajouter aux nouveaux traitements, soldes ou salaires résultant de l'application du présent décret, mais sur la base de taux réduits uniformément de 50 p. 100 par rapport aux taux en vigueur avant la mise en application de la première majoration de reclassement.

Toutefois, les versements mensuels d'attente alloués aux magistrats et aux personnels enseignants ne sont réduits que du tiers.

ART. 3. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements ou salaires des agents temporaires et contractuels autres que ceux dont la rémunération est fixée en fonction des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie et qui sont en service sur le territoire de la France métropolitaine, sont déterminés en ajoutant aux traitements ou salaires applicables à compter du 1^{er} janvier 1948, une majoration égale à la différence entre, d'une part, les rémunérations fixées par les arrêtés pris en application de l'article 5 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948, d'autre part, les rémunérations précédemment allouées à ces agents et comprenant le traitement de base et le complément provisoire de traitement.

ART. 4. — A compter du 1^{er} janvier 1949, le montant de l'indemnité compensatrice prévue par le décret n° 46-1996 du 12 septembre 1946 sera égal à la différence existant entre, d'une part, le traitement fixé conformément au présent décret pour l'emploi effectivement occupé majoré, le cas échéant, du supplément familial de traitement, d'autre part, le traitement majoré s'il y a lieu dudit supplément, que les intéressés auraient dorénavant perçu si, étant demeurés dans leur ancien emploi, ils avaient continué à y avancer dans les conditions normales d'ancienneté et avaient éventuellement été admis dans un cadre complémentaire.

ART. 5. — Aucune modification n'est apportée aux modalités de calcul des indemnités compensatrices créées par le décret n° 47-1457 du 4 août 1947.

Toutefois, le montant des indemnités prévues aux articles 2, 3, 4, 5 et 7 du décret précité sera révisé sur la base des nouveaux traitements fixée conformément au présent décret tant pour l'ancien que pour le nouvel emploi occupé par les intéressés.

A compter du 1^{er} janvier 1949, les indemnités compensatrices résultant d'une nomination antérieure à cette date et attribuées en vertu des dispositions des articles 8 et 9 du décret susvisé du 4 août 1947 ne seront maintenues que dans la mesure où leur montant sera supérieur à l'avantage résultant pour les intéressés de la mise en vigueur des nouveaux traitements fixés conformément au présent décret.

ART. 6. — Les dispositions du présent décret sont applicables :

Aux fonctionnaires civils de l'Etat, ainsi qu'aux militaires à solde mensuelle, en service dans les départements de la Guyane française, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, dans les mêmes conditions que celles du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948;

Aux fonctionnaires et agents civils rémunérés sur le budget de l'Etat en service en Algérie, en Tunisie et au Maroc, à l'exclusion des personnels rétribués sur la base des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie ou des salaires alloués au personnel des industries locales, ainsi qu'aux personnels militaires à solde mensuelle en service dans les mêmes territoires;

Aux personnels civils français placés sous l'autorité du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes en service dans les territoires occupés en Allemagne et en Autriche (à l'exclusion des chargés de missions dites de courte durée désignés pour le compte des divers départements ministériels et des personnels dont la rémunération est fixée en fonction des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie), ainsi qu'aux militaires à solde mensuelle appartenant aux formations en occupation en Allemagne et en Autriche.

En application du second alinéa de l'article 6 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948, la deuxième majoration de reclassement entre en compte pour le calcul :

Des indemnités énumérées à l'article 2 du décret n° 48-1344 du 27 août 1948, en ce qui concerne le personnel en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion;

De la majoration nord-africaine de 33 p. 100 en ce qui concerne les personnels en service en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

ART. 7. — Les modalités particulières de la réalisation des deux premières tranches du reclassement de la fonction publique en ce qui concerne les personnels de l'Etat en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer feront l'objet

d'un décret ultérieur, pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative).

ART. 8. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et tous les ministres et secrétaires d'Etat intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

*Le Secrétaire d'Etat aux Finances
et aux Affaires économiques,*

MAURICE-PETSCHÉ.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence
du conseil (fonction publique et
réforme administrative).*

Jean BIONDI.

ARRETE interministériel du 19 novembre 1948.

Le Ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative).

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 48-355 du 29 février 1948 portant attribution d'un complément provisoire de traitement ou de solde aux fonctionnaires ou agents de l'Etat;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 45-1260 du 11 juin 1945 relatif aux traitements et aux classes des administrateurs coloniaux;

ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — Les nouveaux traitements résultant, pour les fonctionnaires du corps des administrateurs de la France d'outre-mer, de l'application des articles 1^{er} et 2 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 susvisé sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1948 :

EMPLOIS	GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS de base 1946	INDICES	MAJORATIONS de reclassement	NOUVEAUX TRAITEMENTS
		francs		francs	francs
Administrateurs des colonies ...	Classe exceptionnelle...		630 (1)		
	<i>1^{re} classe :</i>				
	Après 8 ans.....	270.000	600	78.525	721.000
	Après 6 ans.....	255.000	575	75.375	682.000
	Après 3 ans.....	240.000	550	68.850	654.000
	Avant 3 ans.....	225.000	525	62.925	624.000
	<i>2^e classe :</i>				
	Après 6 ans.....	225.000	525	62.925	624.000
	Après 2 ans.....	204.000	500	63.250	569.000
	Avant 2 ans.....	186.000	470	63.925	516.000
	<i>3^e classé.....</i>	165.000	440	59.300	477.000
Adjoints	<i>1^{re} classe :</i>				
	Après 3 ans.....	150.000	410 (2)	60.925	423.000
	Avant 3 ans.....	135.000	375	57.025	377.000
	<i>2^e classe.....</i>	120.000	335	49.025	335.000
	<i>3^e classe.....</i>	105.000	300	42.300	297.000
Elèves	2 ^e échelon.....	90.000	275	41.775	258.000
	1 ^{er} échelon.....	84.000	250	33.925	240.000

(1) Le traitement afférent à la classe exceptionnelle prévue par le décret N° 48-1108 du 10 Juillet 1948 ne sera attribué qu'après réforme du statut du corps et ne prendra effet que pour compter de la date qui sera fixée par le décret qui consacrera cette réforme.

(2) Indice 425 après deux ans à l'indice 410 ; majoration de reclassement correspondante : 67.150 ; nouveau traitement : 429.000.

ART. 2. — Jusqu'à l'intervention des décrets prévus à l'article 10 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 concernant les personnels de l'Etat en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté s'appliqueront exclusivement aux administrateurs des colonies exerçant leurs fonctions sur le territoire de la France métropolitaine.

ART. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés au présent arrêté que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

ART. 4. — Les nouveaux traitements sont attribués aux fonctionnaires suivant leurs classe et échelon respectifs.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1948.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Paul COSTE-FLORET.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Alain POHER.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil
(fonction publique et réforme administrative),*

Jean BIONDI.

Régime de soldes

ARRETE N° 342-49 Cab. du 25 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu le décret n° 45.1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres relevant du Ministère de la France d'Outre-mer, promulgué au Togo le 21 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49.529 du 15 avril 1949 modifiant le régime des soldes du personnel des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1949.

J. H. CÉDILE.

DECRET N° 49-529 du 15 avril 1949.

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'ordonnance n° 45.14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu la loi n° 48.1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires des services civils);

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 45.1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 49.528 du 15 avril 1949 étendant aux personnels des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer, en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A., le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation du reclassement de la fonction publique;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent décret a pour objet de modifier le régime des soldes des fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer, dans les différentes positions rétribuées prévues au décret du 2 mars 1910 susvisé, lorsqu'ils appartiennent aux services de la zone du franc C.F.A. (à l'exception de la Côte française des Somalis et de Saint-Pierre et Miquelon).

ART. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1948, le montant de la solde unique prévue par l'article 1^{er} du décret du 11 juillet 1945 est, pour les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} du présent décret, égal à celui de la solde accordée aux fonctionnaires des mêmes grades et emplois en service sur le territoire de la France métropolitaine, telle qu'elle résulte des arrêtés pris en application du décret n° 48.1124 du 13 juillet 1948, majorée de cinq dixièmes.

ART. 3. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} du présent décret cessent d'être soumis au régime de la solde unique prévu par l'article 1^{er} du décret du 11 juillet 1945 et reçoivent application des dispositions des articles 4 à 9 ci-dessous.

ART. 4. — Il est inséré dans le décret du 2 mars 1910 susvisé l'article 89 *bis* nouveau ci-après :

« Art. 89 *bis*. — 1. — Il est créée une majoration de dépaysement. Cette majoration, non soumise à retenue pour pension, est allouée aux fonctionnaires pour leur tenir compte des risques et frais spéciaux de toute nature résultant de leur éloignement et de leur séjour effectif dans un territoire autre que leur territoire d'origine.

« II. — Est réputé originaire d'un territoire (territoire autonome ou dépendant d'un gouvernement général) pour l'application des dispositions du présent article, le fonctionnaire qui y est né ou qui y a ses attaches familiales et ses intérêts matériels.

« Toutefois, le fonctionnaire né dans un territoire où ses parents étaient de passage sera réputé originaire du territoire où ceux-ci ont ou ont eu leur établissement définitif. En cas de difficulté dans l'application de la présente règle, le territoire d'origine sera déterminé par décision spéciale motivée du ministre de la France d'outre-mer.

« III. — La majoration de dépaysement est calculée en fonction de la solde budgétaire afférente au grade ou à l'emploi.

« Le fonctionnaire réalisant les conditions de dépaysement définies ci-dessus reçoit, sous les réserves exprimées au paragraphe IX ci-après, la majoration de dépaysement suivant les taux prévus au tableau annexé au présent décret.

« IV. — Les fonctionnaires n'ayant pas droit à la majoration de dépaysement pourront être admis au bénéfice d'une majoration d'éloignement instituée localement pour le personnel appelé à servir, hors de son territoire d'origine, à l'intérieur d'un des groupes de territoires prévus au tableau annexé au présent décret.

« Les taux et les conditions d'attribution de cette majoration seront fixés, sur proposition des chefs de territoire, par décret contresigné par le ministre de la France d'outre-mer, le ministre chargé de la fonction publique et le ministre des finances.

« V. — Les fonctionnaires qui sont envoyés en mission soit dans le territoire où ils sont en service, soit de ce territoire dans un autre territoire, sans cesser d'appartenir au service du territoire dont ils sont détachés, continuent d'avoir droit, le cas échéant, à la majoration de dépaysement cumulativement avec les allocations auxquelles ils peuvent prétendre pour l'accomplissement de leur mission.

« Dans cette hypothèse, le taux de ladite majoration est celui prévu pour le territoire où les intéressés se trouvent effectivement. Pendant les périodes de traversée, la concession de cet accessoire de solde est réglée par les dispositions du paragraphe VI ci-après.

« VI. — Le droit à la majoration de dépaysement court du jour inclus de l'arrivée dans le territoire et cesse le jour du départ de ce territoire.

« Il n'est pas interrompu lorsque le fonctionnaire en service ou en mission dans un territoire voyage, par ordre, entre les diverses dépendances d'un même groupe de territoire ou d'un même territoire autonome.

« VII. — Les fonctionnaires qui en cours de voyage ou à leur arrivée, sont retenus en quarantaine au lazaret d'un territoire, peuvent prétendre, le cas échéant à leur choix, pendant la quarantaine, soit à la majoration de dépaysement afférente audit territoire, soit à la concession de l'indemnité de séjour prévue par la réglementation relative aux frais de déplacement outre-mer.

« VIII. — Ont également droit, le cas échéant, à la majoration de dépaysement afférente au territoire où ils se trouvent effectivement, cumulativement avec les indemnités réglementaires de séjour, les fonctionnaires qui, soit en se rendant de France dans un territoire d'outre-mer ou vice versa soit en passant d'un territoire dans un autre, sont débarqués ou retenus par ordre ou par cas de force majeure :

« 1^{er} Dans un territoire autre que celui auquel ils sont ou étaient affectés;

« 2^e Dans un port ou aéroport d'un territoire autre que celui du débarquement.

« IX. — Les fonctionnaires qui, par suite de nomination ou promotion, sont appelés à changer de territoire ne reçoivent, le cas échéant, la majoration de dépaysement prévue pour le territoire où ils doivent continuer à servir que du jour de leur arrivée dans ce dernier territoire.

« Du jour de leur nomination ou promotion au jour exclu de leur départ, ils reçoivent la solde de leur nouvel emploi augmentée, le cas échéant, de la majoration de dépaysement du territoire où ils se trouvent.

« Dans les cas prévus par le présent paragraphe, l'imputation de la solde et, éventuellement, de la majoration de dépaysement, est effectuée, conformément aux prescriptions de l'article 4^e, paragraphe 3, du décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements.

« X. — La majoration de dépaysement suit le régime de la solde. Elle est réductible dans la même proportion que cette dernière, notamment dans le cas prévu à l'article 113, paragraphe 4 ».

ART. 5. — A titre transitoire et exceptionnel et nonobstant toutes dispositions contraires les chefs de territoire pourront, conformément à la procédure d'approbation prévue à l'article 3 du décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945, maintenir aux fonctionnaires dans les cadres à la date de publication du présent décret le bénéfice des majorations d'expatriation qu'ils avaient acquis sous l'empire des réglementations antérieures.

ART. 6. — Le montant, établi en francs métropolitains, des majorations prévues aux articles 4 et 5 ci-dessus, est payé pour sa contre-valeur en francs C.F.A., d'après la parité en vigueur pendant la période

sur laquelle porte la liquidation, multipliée par l'index de correction fixé pour chacun des territoires considérés.

ART. 7. — En attendant l'établissement d'un régime d'indemnité de résidence dans les territoires d'outre-mer, les indemnités de zone, ainsi que leurs majorations, peuvent être maintenues aux fonctionnaires appartenant aux services de l'Afrique occidentale française, du Togo, de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun, dans la limite maximum des tarifs en vigueur à la date du 31 décembre 1947, réduits de moitié. L'indemnité de zone demeure applicable aux fonctionnaires de Madagascar et des Comores, sur la base des tarifs en vigueur à la date du 31 décembre 1947.

Leur montant ainsi fixé est payé pour sa valeur nominale en francs C.F.A.

ART. 8. — Les émoluments auxquels peuvent prétendre les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} du présent décret, lorsqu'ils sont dans une position rétribuée autre que celle de service (permission, congé, transit, expectative de retraite, maintien pour ordre, etc.) sont calculés sur la base du traitement afférent à leur grade ou à leur emploi, affecté, le cas échéant, de l'index de correction applicable à ce traitement dans le territoire de résidence. Les intéressés bénéficient, en outre, des indemnités attachées à la résidence ainsi que des indemnités de cherté de vie en vigueur dans ce territoire suivant les taux les plus élevés applicables aux fonctionnaires recevant le même traitement.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les fonctionnaires séjournant dans l'une des positions visées à cet alinéa dans un territoire demeurant soumis au régime de la solde unique défini par l'article 1^{er} du décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945, continuent à percevoir les émoluments résultant de l'application de ce dernier texte.

ART. 9. — En cours de traversée à bord des paquebots ou en avion, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} du présent décret ne peuvent prétendre qu'à la solde de présence, dégagee de tous ses accessoires.

ART. 10. — Celles des dispositions du décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 qui sont contraires aux dispositions du présent décret sont abrogées en tant qu'elles concernent les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 11. — Les rappels dus aux fonctionnaires intéressés, au titre de l'année 1948, en application des dispositions de l'article 2 du présent décret leur seront payés en trois versements d'un montant égal, dont les échéances sont respectivement fixées au 31 mai 1949, au 30 septembre 1949 et au 1^{er} janvier 1950.

ART. 12. — Des décrets ultérieurs modifieront le régime des soldes des fonctionnaires appartenant aux services des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que ceux visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 13. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 15 avril 1949.

Henri QUEUILLE.

Par le Président du conseil des ministres,

Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Maurice-PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence
du conseil (fonction publique et
réforme administrative),*
Jean BIONDI.

ANNEXE

Taux de la majoration de dépaysement exprimés en dixièmes.

TERRITOIRE D'ORIGINE	TERRITOIRE DE SERVICE		
	A. O. F. TOGO	A. E. F. CAMEROUN	MADAGASCAR COMORES
A.O.F. — Togo	(1)	3,5	6,5
A.E.F. — Cameroun	3,5	(1)	6,5
Somalis	6,5	7,5	5
Comores — Madagascar	6,5	7,5	(1)
Indes	6,5	7,5	5
Indochine	6,5	7,5	6,5
Nouvelles-Hébrides — Nouvelle- Calédonie, Océanie	6,5	7,5	6,5
Saint-Pierre et Miquelon	6,5	7,5	6,5
France métropolitaine — Afri- que du Nord — Départements de la Guadeloupe, de la Gu- yane et de la Martinique	6,5	7,5	6,5
Département de la Réunion	6,5	7,5	5

(1) Eventuellement majoration d'éloignement.

Charges de famille

ARRETE N° 338-49 Cab. du 25 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 48-1817 du 30 novembre 1948 relatif au régime des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils appartenant aux corps et services des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-mer, promulgué au Togo le 16 décembre 1948;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49-530 du 15 avril 1949 modifiant le régime des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils appartenant aux corps et services des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1949.
J. H. CÉDILE.

DECRET N° 49-530 du 15 avril 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux des colonies;

Vu le décret n° 48-1817 du 30 novembre 1948 relatif au régime des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils appartenant aux corps et services des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le dernier alinéa de l'article 1^{er} du décret du 30 novembre 1948 susvisé est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« En tout état de cause, le total des allocations et primes ainsi attribuées ne pourra dépasser le montant des prestations familiales applicables dans la métropole sur la base d'un salaire moyen mensuel de 11.160 Francs ».

ART. 2. — L'article 4 du décret du 30 novembre 1948 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — Les fonctionnaires qui, dans leur territoire d'origine, auraient droit de bénéficier de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales pourront, en outre, recevoir une indemnité égale à la différence entre :

« 1^o Le montant des avantages familiaux (allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, supplément familial de traitement) auxquels auraient droit les intéressés si les dispositions relatives à ces allocations étaient applicables dans le territoire où ils exercent leurs fonctions, sur la base d'un salaire moyen mensuel de 11.160 F : ce montant, libellé en francs métropolitains, est retenu pour sa contre-valeur en monnaie locale, d'après la parité en vigueur pendant la période sur laquelle porte la liquidation, multipliée par l'index de correction fixé pour le territoire considéré ;

« 2^o Le montant, libellé en monnaie locale, des allocations et primes que ces mêmes personnels reçoivent au titre des dispositions visées à l'article 1^{er} ci-dessus ».

ART. 3. — En aucun cas, les personnels visés par le présent décret ne pourront recevoir au titre des divers avantages familiaux, y compris les majorations familiales des indemnités de zones, des allocations d'un montant inférieur, en monnaie locale, à celui des allocations qu'ils percevaient sous l'empire de la réglementation antérieure.

ART. 4. — A titre transitoire et exceptionnel et nonobstant toutes dispositions contraires, les chefs de territoire pourront, conformément à la procédure d'approbation prévue à l'article 3 du décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945, maintenir aux fonctionnaires dans les cadres à la date de la publication du présent décret et qui ne rempliraient pas les conditions fixées par l'article 2 du décret du 30 novembre 1948 susvisé le bénéfice des majorations familiales attachées à l'expatriation qu'ils avaient acquis sous l'empire des réglementations antérieures.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret ne s'appliqueront à la Côte française des Somalis qu'à une date qui sera fixée ultérieurement.

ART. 6. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1^{er} décembre 1948, et sera publié au *Journal officiel* de la République française, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 15 avril 1949.

Henri QUEVILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET,

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Maurice-PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence
du conseil (fonction publique et
réforme administrative),*
Jean BIONDI.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Coprah

ARRETE N° 309-49 bis AE. du 9 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu l'arrêté n° 282-49/AE. du 29 mars 1949 fixant les valeurs mercantiles pour les produits à l'exportation ;

Le conseil privé entendu ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté 282-49/AE du 29 mars 1949 est modifié comme suit :

N° de la Nomenclature du tarif	Désignation des produits	Unité de valoration	Valoration
	Deuxième Section		
	Chapitre VII		
	FROITS ET GRAINES		
184	Amandes de coco ou coprah vrac	Tonne	19.015.—
	— — — — — logées	—	20.406.—

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 9 avril 1949.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes.*

P. MÉNARD.

Santé publique

N^o 318-49 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

16 avril 1949. — Les dispositions de l'arrêté n^o 217-49/A.P.A. du 21 mars 1949 déclarant le canton de Gamé (subdivision de Tsévié) contaminé de variole sont abrogées à compter de la date de la signature du présent arrêté.

Conseil du contentieux

ARRETE N^o 319-49/APA. du 16 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret n^o 46-2378 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo, promulgué par arrêté n^o 836/Cab. du 1^{er} novembre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Territoire, la délibération n^o 18-49/APA. du 12 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo portant autorisation au Commissaire de la République de défendre les intérêts du Territoire devant le Conseil du Contentieux Administratif du Togo contre la requête déposée par Maîtres Viale et Liensol.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 avril 1949.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

P. MÉNARD.

DELIBERATION N^o 18-49/APA. autorisant à soutenir au nom du Territoire devant le Conseil du Contentieux Administratif du Togo l'action en défense contre l'instance engagée auprès de cette juridiction par la requête déposée par Maîtres Viale et Liensol.

L'Assemblée Représentative du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 paragraphe 5^o, et à celle de l'article 51 du décret précité;

A adopté dans sa séance du 12 avril 1949, la délibération dont la teneur suit :

Le Commissaire de la République est autorisé à soutenir au nom du Territoire devant le Conseil du Contentieux Administratif du Togo l'action en défense contre l'instance engagée auprès de cette juridiction par la requête déposée par Maîtres Viale et Liensol.

Fait à Lomé, le douze avril mil neuf cent quarante neuf.

*Le Président de l'A.R.T.
OLYMPIO Sylvanus.*

Stage de perfectionnement professionnel

ARRETE N^o 320-49/IT. du 16 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n^o 46-49/IT/E. du 13 janvier 1949 créant un stage de perfectionnement professionnel;

Sur la proposition de l'Inspecteur du Travail du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La durée de pratique professionnelle (la période d'apprentissage n'étant pas comprise dans le calcul de cette durée) prévue à l'article 3 de l'arrêté n^o 46-49/IT/E. du 13 janvier 1949 susvisé est abaissée de 6 ans à 5 ans.

ART. 2. — Le Secrétaire Général et l'Inspecteur du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 avril 1949.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

P. MÉNARD.

Inspection du travail**ARRETE N° 322-49/IT. du 19 avril 1949.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 17 août 1944 instituant un corps d'Inspecteurs du Travail aux colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 1946 portant délégation dans les fonctions d'Inspecteur du Travail;

Vu l'arrêté n° 612/APA. du 18 août 1946 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Inspection du Travail dans le territoire du Togo;

Vu la convention collective du 9 novembre 1946 concernant les employés indigènes du commerce, des entreprises privées, de l'Industrie, Banques, Assurances et Compagnies de Navigation maritime du Togo;

Vu la décision de la Commission mixte locale en date du même jour;

Vu l'accord du 9 novembre 1946 portant classification, définition d'emploi, fixation des salaires minima des ouvriers de l'Industrie et des entreprises privées du Territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 782/IT. du 6 octobre 1948 rendant applicables au Togo deux avenants en date du 10 juin 1948;

Vu les avenants en date du 31 décembre 1948 modifiant la convention collective et l'accord du 9 novembre 1946;

Vu l'avis paru au Journal Officiel du territoire du Togo du 1^{er} février 1949;

Attendu qu'aucune observation n'a été présentée;

Sur la proposition de l'Inspecteur du Travail du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 782/IT du 6 octobre 1948 susvisé est abrogé.

ART. 2. — A compter du 1^{er} novembre 1948 sont applicables à tous les employeurs du Territoire et à tous les employés qu'ils peuvent concerner les avenants du 31 décembre 1948 à la Convention Collective et à l'accord du 9 novembre 1946 qui modifient les salaires des employés et ouvriers indigènes du commerce, des entreprises privées, de l'Industrie, banques, assurances et compagnies de navigation.

ART. 3. — Les salaires minima des employés sont déterminés comme suit :

1 ^{re} catégorie Francs CFA.	2.835
2 ^e catégorie Francs CFA.	3.400
3 ^e catégorie Francs CFA.	4.250
4 ^e catégorie Francs CFA.	5.100
5 ^e catégorie Francs CFA.	6.500
6 ^e catégorie Francs CFA.	9.450
Hors catégorie Francs CFA.	14.350

Pour l'application des salaires ci-dessus, deux zones sont prévues :

1 ^{re} zone : Bas-Togo	100%
2 ^e zone : Nord-Togo au-dessus de Blitta	90%

ART. 4. — Les salaires minima des ouvriers sont ainsi fixés :

	par mois	à l'heure
1 ^{re} catégorie Francs CFA.	2.835	13,65
2 ^e catégorie Francs CFA.	3.400	16,35
3 ^e catégorie Francs CFA.	4.250	20,45
4 ^e catégorie Francs CFA.	5.100	24,50
Hors catégorie Francs CFA.	9.450	45,45

ART. 5. — Le Secrétaire Général, le Procureur de la République, l'Inspecteur du Travail, les Commandants de cercle et les Chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1949.

Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
P. MÉNARD.

Régime pénitentiaire**ARRETE N° 324-49/A.P.A. du 19 avril 1949.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo, ainsi que les textes subséquents qui l'ont modifié et complété;

Après avis de l'Assemblée Représentative du Togo en sa séance du 12 avril 1949;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 1^{er} septembre 1933 susvisé est complété par un article 33 bis ainsi conçu :

« Article 33 bis — Les personnes qui auront opéré l'arrestation d'un détenu évadé recevront une prime de :

1^o — 2.000 francs pour la capture d'un individu condamné à des peines perpétuelles (mort et travaux forcés à perpétuité);

2^o — 1.500 francs pour la capture d'un individu condamné aux travaux forcés à temps, à la réclusion, à la relégation.

3^o — 1.000 francs pour la capture d'un individu condamné à des peines d'emprisonnement.

La capture des évadés prévenus de crime ou de délit sera récompensée par l'attribution d'une prise de 1.500 francs ou de 1.000 francs, selon le cas ».

ART. 2. — Au cas où le montant du pécule serait insuffisant, la prime de capture serait payée sur le budget local (chapitre V — Article 9 — Paragraphe 4).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1949.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
P. MÉNARD.*

ARRETE N° 325-49/APA, du 19 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo, ainsi que les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté du 28 mars 1934, réglementant la cession de la main-d'œuvre pénale;

Vu l'arrêté n° 324-49/APA, du 19 avril 1949 instituant une prime de capture;

Après avis de l'Assemblée Représentative du Togo en sa séance du 12 avril 1949;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué au profit des détenus employés à des travaux intérieurs ou extérieurs un pécule qui leur est remis à leur sortie de prison ou qui peut servir, en cours de peine à leur procurer quelques adoucissements s'ils les méritent.

ART. 2. — Ce pécule est calculé comme suit :

a) les travaux effectués pour le compte de l'Administration sont rémunérés dans la proportion suivante :
Prévenus désireux de travailler, accusés : 6/10^e du prix courant de la main-d'œuvre locale pour les travaux de même nature.

Condamnés correctionnels : 4/10^e
Reclusionnaires : 3/10^e
Forçats : 2/10^e
le budget profite des dixièmes non accordés aux détenus.

b) les cessions de main-d'œuvre ou d'objets confectionnés sont faites au tarif ou au prix courant; il est laissé aux intéressés une rémunération dans la proportion indiquée ci-dessus, le surplus restant acquis au budget local.

ART. 3. — Les récidivistes n'ont droit, dans tous les cas, qu'à la rémunération minimum soit 2/10^e.

ART. 4. — Les corvées de la prison ne donneront lieu à aucune rémunération.

ART. 5. — Les détenus répondent, sur leur pécule, du montant des frais de justice dont ils sont redeva-

bles, du paiement des dégradations dont ils peuvent se rendre coupables au cours de leur détention et du remboursement de la valeur des matières ou outils détériorés, dans les ateliers.

ART. 6. — Les dixièmes accordés sont versés moitié à leur pécule disponible, moitié à leur pécule de réserve.

ART. 7. — Le pécule disponible comprend les sommes que le détenu a apportées lors de son incarcération, celles qu'on lui a envoyées et la moitié de la portion qui lui revient sur le produit de son travail. Les dépenses imputables sur le pécule disponible sont :

- 1^o — les vivres supplémentaires, les livres, menus objets et vêtements que le détenu peut être autorisé à acheter;
- 2^o — l'affranchissement de sa correspondance;
- 3^o — le secours à sa famille;
- 4^o — les retenues prévues à l'article 5.

ART. 8. — Le pécule de réserve, qui comprend la moitié des dixièmes accordés au détenu, doit demeurer intact pour lui être remis à l'époque de sa libération.

Toutefois si le pécule disponible est trop faible, l'autorité administrative peut autoriser le détenu, à titre de récompense ou en cas de nécessité dûment justifiée, à faire des prélèvements sur le pécule de réserve.

ART. 9. — En cas de transfèrement d'une prison à une autre, les péculs disponible et de réserve sont transférés en même temps que le détenu.

ART. 10. — Si le détenu meurt en prison avant l'expiration de sa peine, ses héritiers n'ont droit qu'à son pécule disponible sous condition qu'ils aient acquitté ses dettes, notamment ses amendes ou frais de justice.

Si le détenu est mort après avoir terminé sa peine, ses héritiers ont droit à la restitution des péculs disponible et de réserve, après déduction éventuelle des sommes dues pour amendes, restitution ou frais de justice.

ART. 11. — En cas d'évasion, le détenu perd son pécule qui ne peut lui être rétabli qu'en cas de réintégration et sur autorisation du Directeur de la prison, après prélèvement de la prime de capture.

ART. 12. — Pour l'administration des péculs, le Surveillant-chef tiendra un « livret de pécule », destiné à enregistrer toutes les recettes et toutes les dépenses des détenus. Ce livret sera signé et paraphé à toutes les pages par le Commandant de cercle.

ART. 13. — Le présent arrêté, qui ne prendra effet que pour compter du 1^{er} janvier 1950, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1949.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
P. MÉNARD.*

P. T. T.

ARRETE No 327-49/P.T.T. du 19 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 4 décembre 1935 fixant les conditions de retribution du transport des dépêches par les navires libres du Commerce dans les relations des colonies et Territoires sous mandat avec la France et dans les relations internationales;

Vu l'arrêté du 21 mars 1949 fixant les conditions de rémunération du transport des dépêches postales dans les relations Côte Occidentale d'Afrique — France;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1947 le transport des dépêches postales par les navires libres français et étrangers dans les relations Côte Occidentale — France sera rémunéré dans les conditions suivantes :

Au départ de l'escale de Lomé :

Tarif à appliquer du 1^{er} janvier au 31 octobre 1947 : 2.640 F. par m³Tarif à appliquer à partir du 1^{er} janvier 1948 :4.400 F. par m³

ART. 2. — Les tarifs fixés à l'article précédent s'entendent « sous palan » et sont exprimés en francs métropolitains et au mètre cube.

ART. 3. — Le volume des dépêches sera déterminé contradictoirement entre les représentants de l'Administration des Postes et Télécommunications et les agents des Compagnies. Ce volume pourra être révisé tous les ans à la demande de l'une ou l'autre partie.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1949.

Pour le Commissaire de la République en tournée,

Le Secrétaire Général

chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes.

P. MÉNARD.

Budget local

ARRETE No 328-49/F. du 21 avril 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 octobre 1929 fixant les modalités afférentes aux dépenses à effectuer en France, en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat;

Vu l'arrêté no 989/F. du 21 décembre 1948 fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole au cours de l'année 1949;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la provision mensuelle à constituer par le Budget local du Togo pour les dépenses à effectuer hors du Territoire pendant l'année 1949 est porté de Deux Millions à Trois Millions CFA. (3.000.000 CFA.) pour compter du 1^{er} mai 1949.

ART. 2. — La provision devra être constituée au plus tard le 25 de chaque mois pour le mois suivant au moyen d'un mandat au chapitre d'ordre du Budget local.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 avril 1949.

J. H. CÉDILE.

Mercuriales officielles

RECTIFICATIF à l'arrêté no 282-49/AE. du 29 mars 1949 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits ad valorem pendant le premier semestre 1949.

ARTICLE PREMIER. — Tableau des valeurs à l'exportation.

Désignation des produits	Unité de valoration	Valeur mercuriale 1 ^{er} semestre 1949	Observations
--------------------------	---------------------	---	--------------

AU LIEU DE :

Stocks postérieurs au 7 novembre 1948

Arabica qualité extra prima	la tonne	110.354
Arabica qualité prima	—	102.648
Arabica qualité supérieure	—	94.235
Arabica qualité limite	—	87.235
Arabica qualité brisure	—	71.822
Arabica qualité triage	—	68.607

Désignation des produits	Unité de valoration	Valeur mercantile 1 ^{er} semestre 1949	Observations
LIRE :			
<i>Stocks postérieurs au 7 novembre 1948</i>			
Arabica qualité extra prima	la tonne	110.354	
Arabica qualité prima	—	102.648	
Arabica qualité supérieure	—	94.942	
Arabica qualité courante	—	87.235	
Arabica qualité limite	—	80.145	
Arabica qualité brisure	—	71.822	
Arabica qualité triage	—	68.607	

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Tableau d'avancement**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 avril 1949 :

Ont été inscrits au tableau d'avancement du premier semestre 1949 les fonctionnaires des services de l'agriculture aux colonies dont les noms suivent :

A — Cadre des ingénieurs.

Pour la 2^e classe du grade d'ingénieur.

M. Fontaine (André).

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 14 avril 1949 :

Sont inscrits au tableau d'avancement à compter du 1^{er} janvier 1949 :

A — Pour le grade d'administrateur de 1^{re} classe.

M. Bérard (Jean-Louis-Philippe).

C — Pour le grade d'administrateur de 3^e classe.

M. Moreau (Jean-Ernest).

Administration générale des colonies

Par arrêté du 31 mars 1949, sont intégrés dans le cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine et reclassés dans ce cadre aux grade, classe et échelon ci-après indiqués :

1^o — Sous-chefs de bureau de 2^e classe.

M.M.
Bordenave (André).

Ces intégrations, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, prendront effet pour compter du 1^{er} février 1949.

Administration coloniale

Par arrêté du 31 mars 1949, le certificat de fin de stage prévu par l'article 10 du décret du 18 juillet 1944 et l'article 5 de l'arrêté du 17 juin 1946 est délivré aux stagiaires de l'administration coloniale ci-après indiqués :

Bordenave (André).

Mission

Par arrêté en date du :

17 mars 1949. — M. Dumas Robert, Inspecteur des contributions directes, en service détaché au Togo est placé dans la position de mission en France pour une durée de deux mois à compter de son débarquement pour procéder à la vérification comptable dans la métropole de sociétés togolaises.

L'intéressé aura droit pendant la durée de sa mission :

1^o) aux émoluments qu'il percevrait dans la position de service au Togo, notamment à la solde de grade, à la majoration de quatre dixièmes et à l'indemnité de zone applicable au Togo;

2^o) aux acomptes provisionnels et à l'allocation spéciale forfaitaires dans les conditions fixées par les décrets des 26 mars et 23 décembre 1947;

3^o) à l'acompte de 45 pour 100 dans les conditions prévues par le décret du 17 août 1948;

4^o) aux prestations familiales applicables au Togo. Les émoluments détaillés ci-dessus seront réglés en francs C.F.A.

5^o) aux indemnités de déplacement prévues par le décret du 13 juillet 1946 qui lui seront réglées en francs métropolitains.

La totalité des dépenses résultant du paiement des émoluments et allocations prévus à l'article 2 ci-dessus ainsi que les frais de voyage seront imputés au budget du Togo.

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL DE L'A. O. F.

Tableau d'avancement

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F. des :
21 mars 1949. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel du cadre des Trésoreries de l'A.O.F.

Au titre de l'année 1948 (Régularisation)

Pour le grade de commis de 3^e classe :

M.M. Guyot Jean;

Au titre de l'année 1949.

Pour le grade de commis principal hors classe :

M.M. Vonderheyden Charles;

22 mars 1949. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1949 les agents du cadre commun secondaire des services administratifs de l'A.O.F., dont les noms suivent :

Pour le grade de commis adjoint de 2^e classe
(Au 1^{er} janvier 1949).

M.M. Dosseh André Michel.

Pour le grade de commis adjoint de 3^e classe
(Au 1^{er} janvier 1949)

M.M. Mensah Emmanuel

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

6 avril 1949. — Sont inscrits pour l'année 1949 au tableau d'avancement du personnel du cadre commun secondaire de l'Agriculture.

Pour compter du 1^{er} janvier 1949

Pour la 5^e classe du grade de surveillant-adjoint

Komlan Kouma Lucien

Promotions

Par arrêtés du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., Commandeur de la Légion d'honneur, des :

21 mars 1949. — Sont promus dans le cadre des Trésoreries de l'A.O.F. et conservent les rappels pour services militaires indiqués ci-après :

Au titre de l'année 1948 (Régularisation)

Au grade de commis de 3^e classe :

M.M. Guyot Jean, au 7 mai 1948

Au titre de l'année 1949

Au grade de commis principal hors classe :

M.M. Vonderheyden Charles, au 1^{er} janvier 1949 (R.S.M. : 6 mois);

22 mars 1949. — Les agents du cadre commun secondaire des Services Administratifs de l'A.O.F., dont les noms suivent, sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1949, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté et conservent dans leur grade les rappels de services militaires ci-après indiqués :

Pour le grade de commis adjoint de 2^e classe :

M.M. Dosseh André-Michel;

Pour le grade de commis adjoint de 3^e classe :

M.M. Mensah Emmanuel.

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., en date du :

6 avril 1949. — Sont promus, dans le Cadre Commun Secondaire de l'Agriculture de l'A.O.F., pour compter du 1^{er} janvier 1949 tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

Pour la 5^e classe du grade de Surveillant-adjoint :

3^e tour choix, (à défaut de candidat à l'ancienneté).
Komlan Kouma Lucien (R.S.M. néant), conserve 1 an d'ancienneté civile).

Nominations — Affectations

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., en date du :

11 avril 1949. — M. Dintimilie (André) est agréé dans le cadre commun supérieur des Greffiers de l'A.O.F. en qualité de greffier stagiaire, pour compter du 30 décembre 1948, date de la veille de son embarquement à destination de la colonie.

M. Dintimilie débarqué à Dakar, le 2 avril 1949, et nouvellement agréé greffier stagiaire, est placé, pour compter du jour de la signature du présent arrêté, dans la position hors cadres et mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, pour servir au Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé, en remplacement numérique de M. Lazare titulaire d'un congé administratif.

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., en date du :

14 avril 1949. — Est rapporté l'arrêté n° 641-P./4, du 7 février 1947 plaçant dans la position de congé hors cadres et sans solde, et mettant à la disposition du Commissaire de la République au Togo, pour servir au Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé, M. Kuévidjen (André) Secrétaire Surnuméraire des Greffes et Parquets.

M. Kuévidjen (André), Secrétaire Adjoint de 6^e classe des Greffes et Parquets, en service au Togo, est affecté au Tribunal de Première Instance de Dakar, pour servir provisoirement au Secrétariat du Parquet Général, en remplacement de M. N'Diaye (Alioune), en instance de départ en congé.

Réintégration

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., en date du :

8 avril 1949. — M. Meyer Raoul, conducteur après 18 mois des Travaux Agricoles en Service Hors-cadres au Togo, actuellement en congé est remis à la disposition du Haut-Commissaire, Gouverneur général de l'A.O.F. pour compter de la veille de son embarquement.

Mise hors cadres

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., en date du :

8 avril 1949. — Les fonctionnaires appartenant aux cadres communs supérieurs et secondaires de l'A.O.F., ci-après désignés sont placés dans la position de congé hors cadres et sans solde et pour une durée de deux ans pour servir au Togo.

M.M. Horth Roger, Conducteur après 18 mois des Travaux Agricoles

Komlan Kouma, Surveillant de 6^e classe du Cadre Commun secondaire de l'A.O.F.

Lawson Samuel, Surveillant de 5^e classe du Cadre Commun secondaire de l'A.O.F.

Akakpo René, Surveillant de 5^e classe du Cadre Commun Secondaire de l'A.O.F.

Akakpo Léonard, Surveillant de 5^e classe du Cadre Commun Secondaire de l'A.O.F.

Agbekponou Jérôme, Surveillant de 5^e classe du Cadre Commun Secondaire de l'A.O.F.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nomination

Par arrêté n° 330-49 P. du :

21 avril 1949. — M. Angeletti Laurent, Chef surveillant principal après 2 ans du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo est nommé à titre exceptionnel à compter du 1^{er} Avril 1949, adjoint technique principal de 4^e classe dans le même cadre.

Il conserve dans ce nouveau grade son ancienneté acquise dans son grade actuel de Chef surveillant. (1 an — 3 mois)

M. Angeletti conservera le bénéfice de sa solde actuelle (90.000f.) jusqu'à ce que par le jeu des avancements successifs il atteigne un grade à la solde supérieure.

Reclassement

Par arrêté n° 312-49 P. du :

12 avril 1949. — Est constaté pour compter du 1^{er} janvier 1947 le passage de la 4^{ème} à la 3^{ème} classe de son grade dans le cadre local supérieur de l'Enseignement du Togo de M^{me} Gillot institutrice de 3^{ème} classe du cadre métropolitain détaché au Togo.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 204-49/P du 17 mars 1949 portant reclassement du commis d'administration Pascal Emile.

Au lieu de :

Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} Janvier 1949 au point de vue de la solde,

Lire :

Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Titularisations

Par arrêté n° 331-49 P. du :

21 avril 1949. — Les aides-météorologistes stagiaires ci-après désignés qui ont subi avec succès l'examen professionnel de fin de stage prévu à l'article 4 de l'arrêté n° 299/P. du 7 Juin 1945, sont titularisés dans leur emploi et nommés aides-météorologistes adjoints de 6^{ème} classe :

pour compter du 22 mai 1948

Bruce Henri, en service à Lomé.

pour compter du 1^{er} septembre 1948

Byll Ahlinvi Benjamin, en service à Lomé.

Placktor Komlan Nestor, en service à Sokodé.

Affectations

Par décision n° 271 D/P. du :

13 avril 1949. — M. Mikem Pierre, Médecin-Africain de 2^e classe, en service au poste médical de Pagouda, est mis à la disposition du Médecin-Chef de l'Hôpital de Lomé.

M. Agbodjan Prince James, Médecin-Africain de 3^e classe est affecté au poste médical de Pagouda, en remplacement du Médecin Africain Mikem Pierre.

M^{me} Mikem Louise, Sage-femme africaine de 3^e classe, en service au poste médical de Pagouda, est mise à la disposition du Médecin Chef de l'Hôpital de Lomé.

Par décision n° 278 D/P. du :

21 avril 1949. — Sont affectés :

A l'école de Bè, M. Laclé Pierre, élève-moniteur du cadre local secondaire de l'Enseignement du Togo en service au secteur scolaire de Lomé.

A l'école de Gapé, M. Akotia Elie, élève-moniteur du cadre local secondaire de l'Enseignement du Togo en service à Porto-Séguro.

Par décision n° 289 D/P du :

25 avril 1949. — M. Dupasquier Georges, Vérificateur stagiaire des Transmissions Coloniales, nouvellement désigné pour servir au Togo et arrivé à Lomé le 20 avril 1949 par le s/s Hoggar, est mis à la disposition du chef du service des postes et télécommunications.

Mise hors cadres

Par arrêté n° 309-49 P du :

9 avril 1949. — M. Goussanou André, commis adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions du Togo (Section Radio) est placé dans la position de congé hors-cadres pour servir au Dahomey.

Détachement

Par décision n° 267 D/P du :

9 avril 1949. — M. Houegan Soglo Paul, Assistant Adjoint de police de 6^e classe du cadre local du Togo, est détaché pour une période de 3 mois à l'Inspection générale de la Sûreté à Dakar, pour y suivre des cours de police technique, (Section Indentité judiciaire).

Pendant toute la durée de son détachement, les émoluments de M. Houegan restent à la charge du budget local du Togo.

Une réquisition de passage en 3^e classe de Lomé à Dakar, est délivrée à M. Houegan sur le paquebot « Cap Saint Jacques » attendu à Lomé vers le 21 avril 1949.

Congés

Par décision n° 266 D/P du :

9 avril 1949. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Auneau (Eure et Loir), 33 rue Pasteur est accordé à M. Raynaud Bernard, Inspecteur de Police de 2^e classe du cadre local supérieur de la Police du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie aérienne en 2^e classe 3^e catégorie de Lomé à Paris (via Lagos), lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses trois enfants âgés respectivement de 9 ans, 5 ans et 19 mois sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 9 mai 1949.

Par décision n° 268 D/P du :

12 avril 1949. — La décision n° 188/DP du 11 mars 1949 accordant congé de convalescence à M. Ciron Roland et M^{me} Ciron Simonne, instituteurs du cadre métropolitain en service au Togo, est modifiée comme suit :

Des réquisitions de passage pour la France, en 1^{re} classe — 2^e catégorie, sont accordées :

1^o) — par voie aérienne, de Lomé à Nice, à M^{me} Ciron Simonne, Institutrice de 2^e classe du cadre métropolitain, ainsi qu'à son enfant âgé de 17 ans, sur l'avion de la Compagnie « Aéro-Africaine » quittant Lomé, le 21 avril 1949.

2^o) — par voie maritime, à M. Ciron Roland, Instituteur de 1^{re} classe du C.M. sur le paquebot Brazza attendu à Lomé, le 29 avril 1949.

MODIFICATIF à la décision n° 112/D/P du 12 février 1949 accordant congé administratif à M. Angeletti Laurent.

Au lieu de :

Un passage pour la France, en 1^{re} classe 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot Hoggar attendu à Lomé vers le 7 mars 1949.

Lire :

Un passage pour la France, en 1^{re} classe 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot Hoggar attendu à Lomé vers le 30 avril 1949.

Le reste sans changement.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 308-49 P du :

9 avril 1949. — M. Kokoroko Comlan Edmond, infirmier de 5^e classe du cadre local du Togo, en service à Sokodé, sous le coup de poursuites judiciaires, est suspendu de ses fonctions pour compter du 28 mars 1949.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Kokoroko n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégage de tous accessoires.

Agents de police

Par arrêté n° 311-49 P du :

12 avril 1949. — Les agents de police stagiaires Gbati Napo et Gnabo Martin, en service à Lomé, Assou Djato, et Adovinou Georges, en service à Mango, qui ont terminé leur année de stage réglementaire sont titularisés dans leur emploi et nommés agents de police de 4^e classe pour compter du 1^{er} mars 1949.

Gardes-forestiers

Par arrêté n° 316-49 P du :

16 avril 1949. — M. Mensah Paul, garde forestier stagiaire du cadre local du Togo, en service à Togblekové (Cercle de Lomé) qui a terminé son année de stage réglementaire, est titularisé dans son emploi et nommé garde forestier de 6^e classe, pour compter du 21 février 1949.

Gardes-frontières

Par arrêté n° 313-49 P du :

13 avril 1949. — Les gardes frontières stagiaires ci-après désignés, qui ont terminé leur année de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés gardes frontières de 6^e classe :

pour compter du 21 octobre 1948

M.M. Lawson Oscar, en service à la brigade de Lomé

pour compter du 2 décembre 1948

Anagba Limba Raphaël, en service au poste de Zolo

pour compter du 8 décembre 1948

Djondo François Isaac, en service à la brigade de Lomé

pour compter du 7 janvier 1949

Kuevidjen Pierre, en service à la brigade de Lomé

pour compter du 9 février 1949

Boadjo Atchin Benjamin, en service à la brigade de Lomé.

Par arrêté n° 314-49 P. du :

13 avril 1949. — L'arrêté n° 1024/P. du 31 Décembre 1948 portant licenciement du garde frontière stagiaire du cadre local des douanes du Togo Creppy Walter, est et demeure rapporté.

Par arrêté n° 317-49 P. du :

16 avril 1949. — Les anciens militaires :
Kponou Afanou Hubert
Missodey Philippe
Djetely Michel
et Miga Zinsou
sont admis dans le cadre local des gardes frontières du Togo, en qualité de stagiaires pour compter de la date de leur prise de service et mis à la disposition du chef du service des Douanes.

Par décision n° 276 D/P. du :

16 avril 1949. — La décision n° 250/DP. du 4 Avril 1949 plaçant M. Djaguidi Yao Mango, garde frontière de 6^e classe du cadre local des douanes du Togo, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de deux ans, est et demeure rapportée.

Par arrêté n° 332-49 P. du :

25 avril 1949. — M. Creppy Walter, garde-frontière stagiaire du cadre local du Togo, en service à la brigade des douanes de Lomé, est astreint à une nouvelle période de stage d'une durée d'un an, à compter du 1^{er} septembre 1948.

Par décision n° 286 D/P du :

25 avril 1949. — M. Creppy Walter, garde-frontière stagiaire du cadre local des douanes du Togo, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste de Nytoé-Zoukpé (cercle de Klouto).

DIVERS

Commandement indigène

Par arrêté n° 321-49 APA du :

18 avril 1949. — Est approuvée la désignation, effectuée selon les règles coutumières, du nommé Issifou Ayeva comme chef supérieur des Cotocolis.

Le nommé Issifou Ayeva percevra, à ce titre, une indemnité de fonctions de 78.000 francs.

Par arrêté n° 323-49 APA. du :

19 avril 1949. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par M. Azi Egbévado, chef du canton de Gapé (Subdivision de Tsévié).

Les notabilités du canton procéderont, dans le plus bref délai conformément aux règles coutumières, à la désignation du nouveau chef de canton et le présenteront au Commandant de cercle qui lui donnera l'investiture.

Par arrêté n° 326-49 APA. du :

19 avril 1949. — M. Tomety Jacob est nommé à l'emploi de secrétaire du chef de canton de Porto-Séguuro (Cercle d'Anécho) à la solde annuelle de 18.000 francs, pour compter du 1^{er} mars 1949 en remplacement de M. Tomety Manassé, démissionnaire.

Par décision n° 277 D/APA. du :

19 avril 1949. — Une allocation de 12.000 francs sera servie à M. Azi Egbévado Jacob, ex-chef du canton de Gapé (Subdivision de Tsévié).

Cette allocation, personnelle et annuelle, est payable par trimestre, à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre 1 article 3 (allocations temporaires) paragraphe 1 du budget local du Togo, exercice 1949.

La présente décision, prendra effet pour compter du 1^{er} avril 1949.

Par arrêté n° 333-49 APA. du :

25 avril 1949. — Est approuvée la désignation, effectuée selon les règles coutumières, du nommé Bellove Apetcho Tsally, comme chef du village de Yoh et chef du canton d'Agomé.

Le nommé Bellove Apetcho Tsally percevra, à ce titre, une indemnité de fonctions annuelle de 14.400 francs.

Le présent arrêté, aura effet pour compter du 1^{er} mars 1949.

Commission d'examen

Par décision n° 292 D/E du :

25 avril 1949. — La commission chargée de juger les dates des examens du D.A.P., d'examiner les dossiers pour la valeur professionnelle, d'établir le tableau des notes et de dresser la liste des candidats proposés pour l'admission définitive est composée comme suit :

M.M. Bonnet, Chef du Service de l'Enseignement	Président
Deleris, Directeur du Collège de Lomé	
Privat, Chef du Bureau du Personnel	Membres
Bourgeaux, Instituteur cadre supérieur	
Akuc, Instituteur cadre secondaire	

La commission de correction des épreuves de l'examen d'intégration des moniteurs du cadre local dans le cadre local des instituteurs est composée comme suit :

M.M. Bonnet, Chef du Service de l'Enseignement	<i>Président</i>
Chopin, Administrateur des Colonies	
Bourgeaux, Instituteur cadre supérieur	<i>Membres</i>
Gruner, Instituteur cadre secondaire	
Sœur Ambroise, Institutrice Notre-Dame des Apôtres	
M ^{lle} . Legrand, Institutrice Mission Evangélique	

Les commissions chargées de la surveillance des épreuves écrites de l'examen d'intégration dans le cadre local des instituteurs et du D.A.P. sont composées comme suit :

Centre de Lomé : Le Commandant de cercle ou son représentant

M.M. Bourgeaux, Instituteur cadre supérieur
Atayi, Instituteur cadre secondaire

Centre de Palimé : Le Commandant de cercle ou son représentant

M.M. Giraud, Instituteur cadre supérieur
Tettekpoe, Instituteur cadre secondaire

Centre d'Atakpamé : Le Commandant de cercle ou son représentant

M.M. Voldoire, Instituteur cadre supérieur
Dardaillon, Instituteur cadre supérieur

Centre d'Anécho : Le Commandant de cercle ou son représentant

M.M. Combes, Instituteur cadre supérieur
Randolph, Instituteur cadre supérieur

Centre de Sokodé : Le Commandant de cercle ou son représentant

M.M. Gillot, Instituteur cadre supérieur
Ruffier, Instituteur cadre supérieur

Centre de Mango : Le Commandant de cercle ou son représentant

M.M. Morin, Instituteur cadre supérieur
Francis Paul, Instituteur cadre secondaire A. O.F.

Commissions des mercuriales

Par décision n° 287 D/AE du :

25 avril 1949. — M. Chopin Fernand, Administrateur des Colonies, est nommé membre fonctionnaire européen de la Commission des mercuriales en remplacement de M. Courthiade Georges affecté à Palimé.

Frais funéraires

Par décision n° 291 D/F du :

25 avril 1949. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 francs) à titre de frais funéraires et d'érection de tombe supportés à l'occasion du décès de son père Koffi Georges, garde-frontière de 1^{re} classe des Douanes du Togo, survenu à Lomé le 27 février 1949, est accordé à M. Koffi Joseph, garde-frontière de 5^e classe des Douanes du Togo en service à Lomé.

La dépense est imputable au Budget Local — exercice 1949 — chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1 (dépenses imprévues).

Hôpital de Lomé

Caisse d'avance

Par arrêté n° 307-49 F du :

9 avril 1949. — L'avance renouvelable consentie au Régisseur de la Caisse des menues dépenses de l'Hôpital de Lomé est portée de 100.000 à 200.000 francs pour compter du 1^{er} avril 1949.

Les justifications doivent être fournies dans les formes réglementaires prévues à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

L'avance ainsi consentie est imputable au Budget Local, exercice 1949, chapitre 13, article 3, paragraphe 1.

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 305-49 APA du :

8 avril 1949. — Le séjour sur les territoires des Cercles de Lomé, Klouto, Centre, Sokodé, Mango et de la ville d'Anécho est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 7 avril 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Mensah Joseph, détenu à la prison de Sokodé (Cercle du dit), âgé de 33 ans environ, né à Vodomé (Cercle d'Anécho), fils de feu Mensah et d'Ablawo, demeurant à Glidji, (F.D. 13.331/23.332), condamné à 5 ans de prison pour vol, 100.000 francs de dommages-intérêts et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 3 décembre 1947 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 14 avril 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Da Silva Dominique, détenu à la prison de Sokodé (Cercle du dit), âgé de 20 ans environ, né à Ouidah (Dahomey), fils de Dominique et de Bayi, demeurant à Kpando (Togo Britannique) (F.D. 13.112/41.232), condamné pour vol à un an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 15 avril 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Justice

Par arrêté n° 315-49 Dom du :

13 avril 1949. — Il est alloué à M^e. Pierre Geni, Avocat-défenseur, près la Cour d'appel de l'A.O.F. à Dakar, y demeurant, 35 Rue Béranger-Féraud, une somme de vingt-cinq mille francs (25.000 Frs.), à titre de provision, pour couvrir les frais immédiats de la procédure dans l'instance pendante devant ladite Cour entre le Territoire du Togo, appelant des cinq Jugements rendus par le Tribunal de Première Instance de Lomé le 28 novembre 1947 sous les Nos. 59 à 63, et les nommés : Agbossé Gbonfu, Agbodoglo Kunkpo, Agbehonou Victor, Bamezon Dagbovi, Akpatcha et consorts, défendeurs demeurant à Baguida.

Par arrêté n° 329-49 APA du :

21 avril 1949. — M. Prudon Georges, Administrateur-Adjoint des Colonies, mis à la disposition du Procureur de la République par décision n° 248 D/P du 4 avril 1949, est désigné pour présider les Tribunaux à compétence correctionnelle et de simple police d'Atakpané et de Sokodé institués par arrêté n° 541/APA du 18 juillet 1946, en remplacement de M. Neyrolles Roger, Administrateur-Adjoint des Colonies, en instance de départ en congé.

Prêt d'honneur

Par décision n° 265 D/F du :

9 avril 1949. — Il est consenti à M. Emmanuel Robert Franklin, Etudiant en Chirurgie Dentaire demeurant 1, Rue du Colonel Moll, Paris (17^e) un prêt d'honneur de soixante mille francs africains (60.000 Frcs. C.F.A.) soit cent-vingt mille francs Métro. (120.000 Frcs. métro) pour lui permettre d'acquérir les instruments de chirurgie dentaire nécessaires à la poursuite de ses études.

Le montant du prêt d'honneur accordé à M. Emmanuel Robert Franklin sera remboursé par ce dernier, dans les conditions qui lui seront fixées ultérieurement, à son retour au Togo.

La dépense résultant du paiement de ce prêt d'honneur est imputable au chapitre 18, article 1, paragraphe 2 du Budget Local — exercice 1949.

Remises

Par arrêté n° 310-49 F du :

11 avril 1949. — Le montant des remises auxquelles aurait pu prétendre M. Georges Richard, Trésorier-Payeur général de l'Indochine, en sa qualité de Trésorier-Payeur du Togo, pour la période du 1^{er} juillet 1941 au 30 juin 1946, lui sera réglé sur les fonds du Budget Local du Togo.

La dépense correspondante sera imputée au Budget Local du Togo, exercice 1949, chapitre XVII — art. 2 — parag. 1 — dépenses imprévues.

Santé

Ecole d'infirmiers et infirmières

Par décision n° 288 D/P du :

25 avril 1949. — Le nommé Abalo André est exclus de l'école des infirmiers et infirmières du Togo, pour compter du 16 avril 1949, pour le motif suivant :

« A pris une initiative malheureuse pour soigner un malade sans se préoccuper des prescriptions du Médecin ».

Subventions

Par décision n° 273 D/F du :

13 avril 1949. — Une subvention de cinquante mille francs C.F.A. (50.000) soit cent mille francs métro (100.000) est accordée au titre de participa-

tion du Territoire du Togo, au Comité de l'Exposition Internationale de Philatélie qui se tiendra à Paris en juin 1949, pour commémorer le centenaire de la création du timbre poste français.

Le montant de la dite subvention sera mandaté par les soins du service administratif colonial au nom de M. le Secrétaire Général de l'Exposition Internationale de Philatélie.

La dépense est imputable au chapitre 15, article 4 § 1 B du Budget Local du Togo, exercice 1949.

Par décision n° 275 D/F du :

16 avril 1949. — Une subvention de cinquante mille Francs C.F.A. (50.000) soit cent mille francs Métro (100.000) est accordée à l'association pour l'Union Française, 102 Rue de l'Université à Paris (7^{ème}).

Le montant de cette subvention sera mandaté par les soins du Service Administratif Colonial, au nom de M. le Président de l'Association pour l'Union Française.

La dépense est imputable au chapitre 15 Article 4 § 1 du Budget Local du Togo Exercice 1949.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Contrôleur des installations radioélectriques

Un concours pour le recrutement de quarante contrôleurs stagiaires des installations radio-électriques du cadre général des transmissions coloniales aura lieu les 27, 28 et 29 Septembre 1949, dans des centres qui seront fixés ultérieurement.

La liste d'inscription des candidatures sera close le 15 Juillet 1949.

Office colonial des changes

AVIS aux importateurs et aux consignataires relatif aux modalités de paiements des transports maritimes.

GÉNÉRALITÉS

Il est précisé que dorénavant, les dépenses des navires étrangers en zone franc (Objet de l'avis du Journal Officiel du Togo n° 621 du 16.9.48) et les recettes de ces mêmes navires en zone franc, seront réglées, dans tous les cas, par achat ou vente (selon les cas) de devises auprès de l'Office des Changes, sur la base des cours applicables aux opérations commerciales.

Il est précisé également que par modification aux instructions précédentes, les frêts sur navires étrangers encaissés en francs au Togo, seront, dans les

conditions ci-dessous précisées, incorporées dans les comptes d'escale.

*
*
*

Par dérogation aux principes exposés ci-dessus, les provisions que les armateurs étrangers transfèrent aux consignataires français pour leur permettre d'avancer des fonds aux membres des équipages de leurs navires :

— seront, s'il s'agit de devises traitées sur le marché libre, cédées en totalité sur ce marché, ou pourront faire l'objet d'une inscription au débit d'un compte étranger libre ou d'un compte suisse libre.

— seront, s'il s'agit de devises non traitées sur le marché libre, cédées à l'Office des Changes sur la base des cours applicables aux opérations financières ou pourront faire l'objet d'une inscription au débit d'un compte étranger de la nationalité du pavillon.

*
*
*

COMPTES D'ESCALE

Les consignataires de navires étrangers devront donc tenir, pour chaque escale de navire étranger, un compte appelé *compte d'escale*, qui enregistrera :

Au crédit :

1°) — Le montant des frêts « exportations » encaissé en francs français au départ.

Les manifestes afférents au frêt à l'exportation devront comporter l'indication du Numéro de la licence ou de l'engagement de change.

2°) — Le montant des frêts « importations » lorsqu'il s'agit de marchandises importées des U.S.A. ou du Canada et dont le frêt peut être payé en francs à l'arrivée.

Les manifestes afférents au frêt à l'importation devront comporter l'indication du Numéro de la licence.

Il est rappelé que le montant du frêt relatif aux « importations de marchandises ne donnant lieu à aucun règlement avec l'étranger » ne peut, en aucun cas, donner lieu à inscription au crédit d'un compte d'escale, ni à transfert sur l'étranger.

Peuvent également être portés au crédit d'un compte d'escale le montant des frêts relatifs au transport de marchandises entre deux ports de la zone franc lorsqu'il sont dus à un armateur étranger.

3°) — Le montant des manifestes « passagers ».

4°) — Le montant des provisions reçues de l'armateur étranger, à l'exception des provisions reçues pour les membres de l'équipage.

Au débit :

Le montant des paiements ou des avances faites par le consignataire pour compte de l'armateur étranger et celui des commissions des consignataires.

*
*
*

Lorsque le compte d'escale, après arrêté, se solde par un crédit en faveur de l'armateur, le consignataire en demandera le transfert en faveur de cet armateur dans la monnaie du pavillon, par achat auprès de l'Office des Changes, sur la base du cours applicable aux opérations commerciales.

Il présentera à cet effet un dossier bancaire appuyé :

a) — des manifestes « marchandises »

Les montants dont l'Office local des Changes n'aura pas reconnu la caractère transférable seront déduits du compte d'escale.

b) — des manifestes « passagers ».

Les manifestes « passagers » devront être annotés du numéro des « bons de passage ». Seuls seront retenus les montants pour lesquels le manifeste indiquera le numéro du bon de passage. Tous les autres seront purement et simplement déduits.

c) — Du compte de débours avec toutes les factures et notes justificatives.

*

*
*
*

Provisions reçues de l'armateur étranger.

Couverture par l'armateur étranger du solde débiteur d'un compte d'escale.

Cette couverture ne devra être faite ni par une remise de billets de banque étrangers, ni par le débit d'un compte intérieur en francs. Par dérogation à l'avis précité paru au J.O. du Togo du 16-9-48, elle se fera uniquement par versement de devises étrangères en compte, la devise versée devant être :

— soit le dollar U.S.A., le franc suisse ou l'escudos.

— soit la devise du pays dont le navire considéré porte le pavillon, à condition bien entendu, que cette devise soit l'une de celles que l'Office des Changes achète (livre sterling, livre égyptienne, dollar canadien, florin hollandais, franc belge, couronne suédoise, couronne norvégienne, lire italienne, dinar yougoslave, couronne tchécoslovaque, couronne danoise).

Les devises versées seront cédées à l'Office des Changes sur la base des cours d'achat qu'il pratique pour les opérations commerciales.

*

*
*
*

Comptes courants.

Les consignataires de navires étrangers peuvent demander et obtenir de l'Office des Changes l'autorisation d'ouvrir dans leur comptabilité des comptes courants au nom des armateurs étrangers dont ils sont les agents au Togo.

Sur ces comptes courants, ils devront porter :

Au débit :

— Les soldes débiteurs des comptes d'escale

— les sommes que l'Office des Changes les a autorisées à transférer à l'étranger en faveur de l'armateur.

Au crédit :

— Les soldes créditeurs des comptes d'escale
— les sommes qu'ils ont reçues de l'armateur dans les conditions prévues ci-dessus, à l'exception des provisions reçues pour les membres de l'équipage.

Ce procédé a pour résultat de compenser les comptes d'escale créditeurs et débiteurs au nom d'un même armateur.

Il convient de souligner que lorsqu'un consignataire a été autorisé à tenir un compte courant au nom d'un armateur étranger, il ne peut demander le règlement particulier d'un compte d'escale au nom de cet armateur, mais peut seulement demander le règlement du solde du compte courant.

Il ne conviendrait pas, en effet, de transférer en faveur d'un armateur étranger le solde créditeur d'un compte d'escale alors que ce même armateur serait débiteur en compte courant.

Les pièces suivantes devront être fournies à l'appui du dossier, à l'occasion de toute demande de transfert en faveur de l'armateur titulaire du compte courant :

A) — Relevé du compte courant tenu au nom de l'armateur bénéficiaire du transfert, dans la comptabilité du consignataire, certifié conforme par celui-ci, comportant :

a) — au crédit, le solde créditeur précédent, c'est-à-dire celui figurant sur le compte annexé à la demande précédente et dont le transfert avait été demandé.

b) — au débit, la partie de ce solde précédemment transférée, avec la date de transfert, le numéro de l'autorisation et le nom de l'intermédiaire agréé (frais de transfert compris).

c) — au crédit et au débit, les soldes créditeurs et débiteurs des comptes d'escale avec les noms des navires, dates des escales.

d) — le solde créditeur dont le transfert est demandé, dans sa totalité ou pour partie.

e) — une attestation du consignataire ainsi libellée :

« Je certifie que, compte tenu des soldes provisoires des comptes d'escale non encore inscrits au compte courant, le transfert demandé n'aura pas pour effet de me rendre créancier de (nom de l'armateur étranger). »

B) — Les comptes d'escale figurant au compte courant, accompagnés des pièces justificatives prévues en la matière.

*

* *

Le transfert autorisé sera effectué dans les conditions fixées pour le transfert du compte d'escale.

*Le Directeur de l'Office Colonial
des Changes du Togo,
G. DUREU.*

*AVIS relatif à certaines modifications du régime
des changes*

(Modificatif à l'avis paru au J.O. du 1^{er} décembre 1948 page 1.113)

Les cours pratiqués par l'Office des Changes du Togo seront les suivants, en francs métropolitains :

1/ — A dater du 29 mars 1949, pour la lire italienne :

	Cours moyen	Achat	Vente
En compte :	55,555	55,470	55,640
en billets		55, —	56, —

2/ — A dater du 1^{er} avril, pour la Roupie Française :

79,650

AVIS aux importateurs complétant l'avis aux importateurs et l'avis de l'Office des Changes relatif aux formalités et procédures à respecter par les importateurs titulaires de licences finançables dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (Plan Marshall).

L'avis de l'Office des Changes publié au journal officiel du Togo n° 632 du 1^{er} janvier 1949, page 38, modifié par l'avis paru au journal officiel du Togo n° 633 du 16 janvier 1949, page 109, a précisé les formalités à remplir par les importateurs et les Intermédiaires Agréés dans le cas où les licences d'importation délivrées dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe donnent droit à l'achat de dollars à l'Office local des Changes (procédure « P.R.E.-A ») et dans le cas où le financement en dollars est assuré par une banque américaine (procédure « P.R.E.-B »).

Les dispositions qui suivent ont pour objet de définir les formalités à remplir par les importateurs et les intermédiaires agréés lorsque le règlement du fournisseur ou du prestataire de service étranger est assuré directement par l'administration américaine de coopération économique (procédure « P.R.E.-C »).

Ces dispositions constituent la quatrième partie de l'avis de l'Office des Changes sus-mentionné. Les dispositions générales de la première partie de cet avis sont en outre applicables en procédure « P.R.E.-C ».

QUATRIEME PARTIE

Procédure « P. R. E. — C. »

1. — Les importateurs français ne pourront recourir à cette procédure que dans un nombre limité de cas, en particulier lorsqu'il s'agit d'achats importants d'équipements devant faire l'objet de paiements échelonnés et nécessitant de longs délais de livraison, et après entente avec leurs fournisseurs et accord des services de l'attaché financier près l'ambassade de France aux Etats-Unis.

Deux cas peuvent, en fait, se présenter :

Ou bien l'entente entre le fournisseur et l'importateur est portée à la connaissance des services de l'attaché financier avant qu'une lettre d'engagement ait été demandée par ce dernier à l'administration américaine de coopération économique au titre de l'autorisation d'achat sur laquelle l'importation doit s'imputer ; l'attaché financier, s'il donne son accord à l'utilisation de la procédure « C », demandera alors à cette administration d'émettre une lettre d'engagement spéciale (type « C ») au profit du fournisseur ;

Ou bien l'entente entre le fournisseur et l'importateur est portée à la connaissance des services de l'attaché financier après qu'une lettre d'engagement ordinaire en procédure « PRE-B » ait été demandée

au titre de l'autorisation d'achat en cause. L'attaché financier, s'il donne son accord à l'emploi de la procédure « C », fera annuler à due concurrence la lettre d'engagement émise au profit d'un établissement bancaire et émettre une lettre d'engagement spéciale (type « C ») au profit du fournisseur.

Dans les deux cas, la lettre d'engagement spéciale ne sera transmise au fournisseur par l'administration américaine de coopération économique, sur accord donné à cette administration par les services de l'attaché financier près l'ambassade de France aux Etats-Unis, que lorsque le Crédit National à Washington aura reçu deux exemplaires des fiches « P. R.E.-C » établies et transmises dans les conditions prévues aux paragraphes 3, 4 et 5 ci-dessous.

La procédure « P.R.E.-C » ne s'appliquera pas au fret correspondant aux marchandises importées. Le règlement du fret, si celui-ci est payable en dollars, sera assuré selon l'une des autres procédures définies au présent avis.

2. — L'importateur qui déposera une demande d'autorisation d'importation dont le règlement en dollars au fournisseur étranger doit être assuré directement par l'administration américaine de coopération économique, devra spécifier à l'Office local des Changes que son fournisseur désire recevoir une lettre d'engagement « C ». Il remettra à cet organisme, outre la demande de licence établie dans les conditions habituelles, deux exemplaires (originaux, photocopies ou, à la rigueur, duplicata signés) des contrats passés avec le fournisseur ou, s'il n'a pas été établi de contrats, des documents qui tiennent lieu de contrats sous la réserve expresse que l'ensemble de ces documents ait effectivement la valeur de contrats d'achat. Dans le cas où un contrat se réfère à des règles-types ou contrats-types d'usage commercial courant, ces règles-types ou ces contrats-types doivent être fournis à l'appui du premier contrat qui en fait mention. Originaux, photocopies, duplicata doivent être revêtus du numéro de l'autorisation d'achat.

Les contrats ou pièces en tenant lieu devront comporter, outre les dispositions essentielles visées au paragraphe 2 de la section II de la première partie du présent avis :

Une clause indiquant qu'ils ne sont valables que si l'importateur obtient une licence et le fournisseur une lettre d'engagement (letter of commitment);

Une clause par laquelle le fournisseur s'engage à respecter les conditions générales résultant des réglementations publiées par l'administration américaine de coopération économique, ainsi que celles qui seront prévues par la lettre d'engagement émise par cette administration (documentation, paiements, etc).

Un engagement par lequel le fournisseur s'obligera :

(1) A ne présenter à l'administration américaine de coopération économique des demandes de paiement qu'après accord de l'importateur sur l'exigibilité desdits paiements ;

(II) A remettre à ladite administration, au moment de chaque paiement, une facture certifiée par lui-même ;

(III) A transmettre à l'importateur, après chaque paiement, les documents commerciaux justifiant le paiement.

Dans le cas où un contrat fait ultérieurement l'objet d'avenants, ceux-ci doivent être présentés dans la forme visée ci-dessus.

3. — Lorsque l'Office local des Changes délivrera une licence pour une importation financée par le fournisseur étranger, il apposera sur cette licence une estampille « P.R.E.-C » du modèle suivant :

P.R.E. — C

N°

N° de la « procurement authorization »

L'Office local des Changes remettra à l'importateur, en même temps que la licence délivrée, quatre exemplaires d'une fiche « P.R.E.-C » modèle 3-02.

Le premier numéro porté dans le cadre de l'estampille apposée sur la licence sera le même que celui de la fiche. Il aura été porté sur l'une et l'autre par l'Office local des Changes qui apposera son timbre sur les quatre exemplaires de la fiche.

4. — L'importateur devra porter sur chacun des exemplaires de la fiche « P.R.E.-C » les indications prévues dans le cadre réservé à cet effet sur ladite fiche et y apposer sa signature. Il devra présenter à l'intermédiaire agréé chez lequel l'opération est domiciliée, au plus tard dans les deux mois suivant la délivrance de la licence, les quatre exemplaires de la fiche « P.R.E.-C » et la licence d'importation (exemplaire dit de paiement). L'intermédiaire agréé devra refuser de prêter son concours à toute opération pour laquelle ces documents ne lui auraient pas été présentés dans le délai de deux mois susvisé.

5. — L'intermédiaire agréé devra remplir sur chacun des exemplaires de la fiche « P.R.E.-C » le cadre qui lui est destiné, après avoir vérifié, sous sa responsabilité, que les indications portées par l'importateur correspondent aux mentions figurant sur la licence d'importation.

Il transmettra immédiatement à l'Office local des Changes trois exemplaires de la fiche « P.R.E.-C » dûment remplis, accompagnés d'une formule d'engagement établie sur papier timbré et conforme au modèle 3-01 annexé au présent avis, à souscrire par l'importateur et l'intermédiaire agréé.

L'Office local des Changes transmettra ces trois exemplaires au Représentant du Crédit National à New-York. Ce dernier établira après chaque paiement au fournisseur par l'administration américaine un certificat de paiement (modèle 3-04) et en adressera trois exemplaires au Crédit National à Paris avec une facture supplémentaire certifiée par le fournisseur et visée par l'administration américaine.

Le crédit National à Paris conservera deux exemplaires du certificat de paiement et remettra le troisième à l'Office local des Changes, qui le transmettra à l'intermédiaire agréé avec la facture.

6. — L'intermédiaire agréé conservera provisoirement le quatrième exemplaire de la fiche « P.R.E.-C ». Il l'annotera des paiements effectués au fur et à mesure que l'Office local des Changes lui aura notifié, au moyen du certificat de paiement visé au paragraphe précédent, les règlements effectués au fournisseur par l'administration américaine. Il renverra ce quatrième exemplaire à l'Office local des Changes dès que le dernier paiement aura été effectué.

7. — Conformément à l'engagement souscrit en application du paragraphe 5 ci-dessus, l'intermédiaire agréé versera à l'Office local des Changes la contrevaletur en francs de ces paiements dans les conditions et délais prévus par cet engagement. Cette contrevaletur sera calculée en appliquant un taux de conversion déterminé comme suit :

a) Lorsque l'importateur n'aura pas fait effectuer par l'intermédiaire agréé à l'Office local des Changes le versement d'une provision de 25 p. 100 dans les conditions prévues au paragraphe b ci-dessus et sera de ce fait réputé avoir renoncé au bénéfice de garantie de change de l'Etat, le taux de conversion sera, pour chacun des paiements faits en dollars au fournisseur ou au prestataire de service par l'administration américaine de coopération économique, le cours du dollar tel qu'il est défini par la réglementation générale des changes au jour de ce paiement.

b) Lorsque l'importateur, après obtention de la licence d'importation aura, en vue de bénéficier de la garantie de change de l'Etat, fait verser par l'intermédiaire agréé à l'Office local des Changes une provision égale à 25 p. 100 de la contrevaletur en francs du montant en dollars inscrit sur la licence ou à 25 p. 100 de la contrevaletur du solde de ce montant après déduction des paiements en dollars effectués antérieurement, le taux de conversion sera le cours du dollar, tel qu'il est défini par la réglementation générale des changes, le jour précédant le versement de ladite provision.

La garantie de change de l'Etat couvre les paiements, effectués en dollars au fournisseur ou prestataire de service du jour inclus du versement à l'Office local des Changes de la provision de 25 p. 100 jusqu'au jour inclus d'expiration du délai de validité de la licence.

La garantie de change de l'Etat ne couvre que le prix F.O.B. navire.

Lorsque la garantie de change de l'Etat sera mise en jeu, l'intermédiaire agréé versera à l'Office local des Changes, en sus des montants correspondant à la contrevaletur des paiements en dollars déterminée comme il est dit ci-dessus, une prime de garantie de change dont le montant sera égal par trimestre à 0,50 p. 100 de cette contrevaletur; la prime de garantie sera due pour chaque trimestre écoulé entre la date incluse du paiement par l'intermédiaire agréé de la provision de 25 p. 100 et, selon les cas, soit la date exclue du ou des paiements par l'administration américaine de coopération économique au fournisseur ou prestataire de service, dans la mesure de la provision 25 p. 100,

soit la date exclue du ou des paiements faits à l'Office local des Changes en excédent du montant de ladite provision.

8. — L'importateur remettra à la banque domiciliaire l'exemplaire de la licence délivrée pour la marchandise, dès que cet exemplaire lui aura été restitué par la douane après émargement.

Il est rappelé que cette remise doit intervenir :

Soit lorsque la licence est entièrement utilisée;

Soit, si elle n'est pas entièrement utilisée, lorsque l'importateur n'envisage plus d'employer le reliquat disponible;

Au plus tard, à l'expiration du délai de validité de la licence.

La licence distincte délivrée pour le frêt en procédure « A » ou en procédure « B » devra être remise à la banque domiciliaire en même temps que la licence afférente à la marchandise.

9. — Si, pour une raison quelconque, une licence n'est pas utilisée, les quatre exemplaires de la fiche « P.R.E.-C. » correspondante devront être envoyés sans délai à l'Office local des Changes par l'importateur ou par l'intermédiaire agréé.

Ces exemplaires devront également être envoyés à l'Office local des Changes à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de la délivrance de la licence, délai prévu au paragraphe 4 ci-dessus, dans le cas où les documents mentionnés à ce paragraphe n'auront pas été présentés avant l'expiration de ce délai.

Les licences pour lesquelles aucune fiche n'aura été retournée à l'Office local des Changes à l'expiration de ce délai de deux mois seront automatiquement annulées.

10. — Si, en fin d'opération, le Crédit National constate que l'importateur et l'intermédiaire agréé ont rempli les obligations résultant des engagements souscrits par eux, il fait donner par l'Office local des Changes mainlevée de la caution et restituer les engagements à l'intermédiaire agréé.

Dans le cas contraire, le Crédit National transmet le dossier au Ministère des Finances (direction de la comptabilité publique) en vue du recouvrement des sommes dues et des pénalités prévues aux engagements.

MODÈLE 3-01

P. R. E. - C n°

Engagement de l'importateur

(L'importateur)

..... soussigné, déclare avoir parfaite connaissance de l'avis de l'Office des Changes paru au Journal Officiel du Togo n° 640 du 1^{er} mai 1949 et s'engage à se conformer strictement aux prescriptions dudit avis.

Il se reconnaît, notamment, débiteur envers l'Etat de la contrevaletur en francs du montant des paiements effectués par l'administration américaine de coopération économique au fournisseur ou autre

créancier et s'engage à en faire effectuer le versement à l'Office local des Changes, agissant pour le compte de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer qui, elle-même, agit pour le compte de l'Etat, par l'intermédiaire agréé, dans les cinq jours qui suivront la date de la notification, par l'Office local des Changes, audit intermédiaire agréé, de chacun des paiements effectués au fournisseur ou autre créancier par l'administration américaine de coopération économique, cette contrevaletur étant calculée suivant les règles définies par l'avis susvisé (4^e partie — § 7).

Il se reconnaît en outre, dès à présent, débiteur en cas de non-paiement dans le délai ci-dessus fixé et à titre de pénalité, d'un intérêt de un trentième pour cent par jour de retard calculé sur le montant total de la somme payée, et s'engage à en faire effectuer le versement par l'intermédiaire agréé à l'office local des changes. Cet intérêt courra, de plano et sans mise en demeure, à partir du cinquième jour exclu suivant la date de la notification par l'Office local des changes, à l'intermédiaire agréé du paiement effectué au fournisseur par l'administration américaine de coopération économique et jusqu'à la date incluse du règlement effectif de la somme impayée.

Il reconnaît que le bénéfice de la garantie de change de l'Etat prévue à la quatrième partie, § 7 susvisé de l'avis, ne lui sera acquis qu'après versement par l'intermédiaire agréé à l'office local des changes d'une provision égale à 25 p. 100 de la contrevaletur en francs du montant en dollars inscrit sur la licence ou à 25 p. 100 du solde de ce montant après déduction des paiements en dollars effectués antérieurement provision sur laquelle seront imputés, à due concurrence, les versements prévus au troisième alinéa du présent engagement. Il s'engage, en outre, pour les paiements effectués au fournisseur par l'administration américaine de coopération économique après la date du versement de la provision de 25 p. 100 visée ci-dessus, à faire effectuer le paiement par l'intermédiaire agréé à l'Office local des changes, du montant de la prime de garantie de change calculée selon les règles fixées par le texte susvisé (1).

MODÈLE 3-01

P. R. E. - C n°

Engagement solidaire de l'intermédiaire agréé

(L'intermédiaire agréé) soussigné dûment représenté par M. habilité aux effets ci-après :

Déclare avoir parfaite reconnaissance tant de l'avis de l'Office local des changes paru au Journal Officiel du Togo n° 640 du 1^{er} Mai 1949 mentionné dans l'engagement qui précède, que des diverses instructions de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer aux Intermédiaires qui précisaient les formalités à observer par les titulaires de licences financières dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (Plan Marshall).

S'engage expressément par les présentes, tant en son nom personnel que comme caution et répondant solidaire de (l'importateur) et renonçant au bénéfice

(1) Rayer cet alinéa dans le cas où l'importateur renonce au bénéfice de la garantie de change de l'Etat français.

de discussion et de division, à se conformer strictement aux prescriptions faisant l'objet des avis et instructions susvisés et notamment :

A verser à l'office des changes agissant pour le compte de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer qui, elle-même, agit pour le compte de l'Etat, dans les cinq jours qui suivront la date de chaque notification par l'office local des changes des paiements effectués au fournisseur (ou tout autre créancier) par l'administration américaine de coopération économique, la contrevaletur en francs dudit paiement, cette contrevaletur étant calculée suivant les règles définies par l'avis sus-indiqué (4^e partie — § 7).

Il s'engage en outre dès à présent, sous la même solidarité en cas de non-paiement dans le délai ci-dessus fixé, à verser à l'Office local des changes, en sus de la somme principale et à titre de pénalité, un intérêt au taux de un trentième pour cent par jour de retard calculé sur le montant total de la somme impayée. Cet intérêt courra de plano et sans mise en demeure à partir du cinquième jour exclu suivant la date de la notification par l'Office local des changes des paiements effectués au fournisseur par l'administration américaine de coopération économique et jusqu'à la date incluse du règlement effectif de la somme impayée. Toutefois, la somme qu'il pourra être appelé à verser au titre dudit intérêt, ne pourra excéder 6 p. 100 de la somme due au titre du principal.

Il reconnaît que le bénéfice de la garantie de change de l'Etat, prévue à la quatrième partie, paragraphe 7 de l'avis susvisé, ne sera acquis à l'importateur qu'après versement par ses soins à l'Office local des changes d'une provision égale à 25 p. 100 de la contrevaletur en francs du montant en dollars inscrits sur la licence, ou à 25 p. 100 du solde de ce montant après déduction des paiements en dollars effectués antérieurement, provision sur laquelle seront imputés, à due concurrence, les versements prévus au quatrième alinéa du présent engagement. Il s'engage, en outre, sous la même solidarité, pour les paiements effectués au fournisseur par l'administration américaine de coopération économique après la date du versement de la provision de 25 p. 100 visée ci-dessus, à payer à l'Office local des changes le montant de la prime de garantie de change calculée selon les règles fixées par le texte susvisé (1).

AVIS aux importateurs et consignataires relatif aux modalités de paiement des transports maritimes

Par modification aux dispositions du paragraphe « Compte d'escale » de l'avis paru au Journal Officiel du Togo numéro 640 du 1^{er} mai 1949, il est précisé qu'à compter de la publication du présent avis, les frêts des marchandises en provenance des Etats-Unis et du Canada importées au Togo seront payables en devises au départ des ports de ces pays à moins que les marchandises ne soient importées dans le cadre de l'Aide Américaine à l'Europe sur des navires battant pavillon français, auquel cas le frêt est payable en francs.

Les autres dispositions de l'avis précité demeurent inchangées.

(1) Rayer cet alinéa dans le cas où l'importateur renonce au bénéfice de la garantie de change de l'Etat français.

BULLETIN PLUVIOMETRIQUE MENSUEL

MOIS DE MARS 1949

*Hauteurs d'eau et nombre de jours de pluie en comparaison avec les moyennes de 60 ans
(1888 à 1947 inclus)*

STATIONS	ANNEE : 1949		MOYENNE		Excédent		Déficit	
	H	N	H	N	H	N	H	N
Lomé	76,7	6	48,0	4,2	28,7	1,8		
Anécho	30,0	2	59,6	3,6			29,6	1,6
Mission-Tové	96,2	4	71,8	5,6	24,4			1,6
Aklakou	50,6	7	71,2	5,5		1,6	20,6	
Atitogon	51,3	5	137,7	5,4			86,4	0,4
Tsévié	135,2	10	79,7	5,0	55,5	5,0		
Assahoun	159,1	8	131,8	6,0	27,3	2,0		
Tchekpo-Dedékpo	83,8	8	86,5	6,4		1,6	2,7	
Tabligbo	116,0	6	99,2	6,7	16,8			0,7
Agbélouvé	156,0	7	96,3	7,7	59,7			0,7
Glékové	106,8	7	126,0	5,5		1,5	19,2	
Palimé	105,6	12	118,8	7,7		4,3	13,2	
Nuatja	127,2	7	93,9	7,2	33,3			0,2
Klouto	139,1	9	116,5	8,6	22,6	0,4		
Daye-Kakpa	191,2		105,2	8,3				
Kpélé-Goudévé	181,6	12	101,8	8,0	79,8	4,0		
Amlamé	67,3	7	90,2	7,2			22,9	0,2
Atakpamé	49,6	6	100,6	6,1			51,0	0,1
Kpessi	87,0	3	46,9	3,4	40,1			0,4
Yégué	164,6	9	99,9	5,8	64,7	3,2		
Blitta	16,9	6	74,8	4,8		1,2	57,9	
Sokodé	32,0	8	53,0	4,3		3,7	21,0	
Tchamba	56,5	5	25,7	2,5	30,8	2,5		
Aledjo	150,1	3	67,4	3,9	82,7			0,9
Bassari	83,4	7	38,7	3,5	44,7	3,5		
Lama-Kara	18,6	6	38,6	3,3		2,7	20,0	
Guerin-Kouka	57,3	2	51,1	2,5	6,2			0,5
Pagouda	80,0	4	59,4	4,6	20,6			0,6
Kandé	49,0	2	36,0	3,2	13,0			1,2
Mango	58,0	2	15,8	2,0	42,2	0,0		0,0
Dapango	0,0	0	36,6	2,5			36,6	2,5

H — hauteur d'eau en millimètres et dixièmes

N — nombre de jours de pluie

les stations sont classées dans l'ordre géographique du Sud au Nord

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi, 5 juillet 1949 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Hanyigba-Dougan, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 ha, 35 a, 10 ca, connu sous le nom d'Agadomé et borné au nord par Kokou Landjékpou, au sud par la rivière Adédjé, à l'est par Eklou Adégnon, et à l'ouest par Kokou Landjékpou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Avogbédor Latey, cultivateur, demeurant et domicilié à Palimé (Cercle de Klouto) suivant réquisition du 12 mars 1949, n° 1.666.

Le mercredi, 6 juillet 1949 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Hanyigba-Dougan, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers, d'une contenance de 44 a, 52 ca et borné au nord par Kokou Landjékpou, au sud par la rivière Adédjé, à l'est par Francis Micados, et à l'ouest par Eklou Adégnon, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Avogbédor Latey, cultivateur, demeurant et domicilié à Palimé (Cercle de Klouto) suivant réquisition du 12 mars 1949, n° 1.665.

Le jeudi, 7 juillet 1949 à neuf heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpélé-Toutou, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers, d'une contenance de 32 a, 29 ca, connu sous le nom de Hépé et borné au nord par un terrain vague, à l'est par Nicolas Mensah Akou, à l'ouest par village de Toutou et Banitchi, et au sud par Nyagblodjro et Yawo Dodoé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akou Nicolas Mensah, employé de Commerce, demeurant et domicilié à Kpélé-Toutou, (Cercle de Klouto) suivant réquisition du 3 février 1949, n° 1.658.

Le vendredi, 8 juillet 1949 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpélé-Elé, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, planté de cacaoyers et de caféiers, d'une contenance de 3 ha, 06 a, 07 ca, connu sous le nom de Woulokoé et borné au nord par Séméko Edon et Agbétiafa Agblé, au sud par Kossi Egah, et Eklou, à l'est par Gassou et William Agblé, et à l'ouest par Kossi Noubouamé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Avomé Atitsogbé cultivateur, demeurant et domicilié à Kpélé-Elé (Cercle de Klouto) suivant réquisition du 3 février 1949, n° 1.657.

Le samedi, 9 juillet 1949 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tové Ahoundjo, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 67 a, 38 ca et borné au nord par Vuké et Walter Dja, au sud et

à l'est par Vuké et à l'ouest par Koffi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gabriel Koumapley, employé de Commerce, demeurant et domicilié à Palimé (Cercle de Klouto) suivant réquisition du 8 février 1949, n° 1.660.

Le lundi, 11 juillet 1949 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Mango, Cercle du nord consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a, 11 ca et borné au nord et à l'ouest par les terrains appartenant au nommé Nambiéma Tabi, au sud et à l'est par des rues urbaines non dénommées, dont l'immatriculation a été demandée par le Gouverneur des Colonies Jean Henri Cédile, Commissaire de la République au Togo, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du Territoire du Togo suivant réquisition du 11 mars 1949, n° 1.664.

Le lundi, 11 juillet 1949 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tové-Ahoundjo, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers et palmiers, d'une contenance de 1 ha, 42 a, 23 ca, connu sous le nom de Héhévé et borné au nord par Sigmund Toto, à l'est par Koudja, au sud par Sigmund Toto, et à l'ouest par la dame Enyowowoun, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kengbo Moïse, moniteur agricole, demeurant et domicilié à Palimé (Cercle de Klouto) suivant réquisition du 21 février 1949, n° 1.662.

Le vendredi, 15 juillet 1949 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, inculte, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 ha, 13 a, 44 ca et borné au nord par Sévon Anédon, au sud par la route circulaire menant à Akodessewa, à l'est par le chef de Canton Joseph Aklassou, et à l'ouest par Agbaku Gagodo dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bruce Daniel James, planteur demeurant et domicilié à Lomé, (rue Jeanne d'Arc) suivant réquisition du 4 février 1949, n° 1.659.

Le samedi, 16 juillet 1949 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, nu, en forme de quadrilatère irrégulier, destiné à servir d'établissement pour la Mission Evangélique à Bé, d'une contenance de 38 a, 40 ca, et borné au nord par la rue Agodo-Apéyéme, au sud par rue en projet vers Agodogan, à l'est par un cimetière, et à l'ouest par le quartier Adjigo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bruce Daniel James, planteur, demeurant et domicilié à Lomé, (rue Jeanne d'Arc) suivant réquisition du 2 février 1949, n° 1.658.

Le mardi, 19 juillet 1949 à quatorze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Djindji, (Kessibo), Cercle du Centre, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de trois hectares (3 ha) et borné à l'est par Tété Maïdé, à l'ouest par Elsi Kougnaglo et Tété Maïdé, au nord

par Tété Maidé, et au sud par Adjéoda Ndété et Itou Akissa, dont l'immatriculation a été demandée par M^e Anani Ignacio Santos, Avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, (Avenue des Alliés), mandataire de M. Tété Maidé, cultivateur, demeurant et domicilié à Kessibo suivant réquisition du 16 février 1949, n° 1.661.

Le mercredi, 20 juillet 1949 à huit heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1 bis, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de cocotiers, d'une contenance de 2 ha, 66 a, 52 ca, et borné à l'est par une rue projetée, à l'ouest par une autre rue projetée, au nord par propriété à Rosemonde de Medeiros et au sud par l'ancien boulevard circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Pedro Octaviano Olympio, docteur en médecine, demeurant et domicilié à Lomé suivant réquisition du 19 novembre 1948, n° 1.642.

Le jeudi, 21 juillet 1949 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1 bis, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, complanté de cocotiers, d'une contenance de 2 ha, 76 a, 16 ca et borné à l'est par la route de Lomé-Palimé, au sud par la concession du chemin de fer, à l'ouest par le chemin de fer, et au nord par le nouveau boulevard circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Maria Aménopé, revendeuse-propriétaire, demeurant et domiciliée à Lomé, suivant réquisition du 17 décembre 1948, n° 1.643.

Le vendredi, 22 juillet 1949 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1 bis, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, complanté de cocotiers, d'une contenance de 1 ha, 64 a, 91 ca et borné à l'est par une rue, à l'ouest par la route de Lomé-Palimé, au sud par Roudolph O. Olympio et au nord par propriété à Eugénie Olympio et une rue, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur B. T. Dovi, Agent d'affaires, Géomètre et Dessinateur, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de la dame Laura Hutchinson, née Octaviano Olympio, demeurant à Lomé, domiciliée à Accra (Gold-Coast) suivant réquisition du 2 mars 1949, n° 1.663.

Le conservateur de la propriété foncière,
R. Roumieu BONNAFOUS

Avis de perte

Rectificatif au J.O. Togo des 16 mars 1949 P. 247 2^e colonne, et 1^{er} avril 1949 P. 277 — 2^e colonne,

Au lieu de :

1^o Des titres fonciers numéros 183 et 308 du Cercle de Lomé,

Lire :

1^o Des titres fonciers numéros 183 du Cercle de Lomé et 308 du Territoire du Togo.